

Cartographie des motivations derrière les conflits : le cas de l'Est de la RDC

Steven Spittaels & Filip Hilgert



Editorial

Recherche et rédaction : Steven Spittaels & Filip Hilgert
Mise en page : Anne Hullebroeck

Anvers le 11 mars 2008

Photo de couverture : Réfugiés fuyant Sake à la suite de combats entre les FARDC et le CNDP en décembre 2007 (Photo : IPIS)

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les organisations et les individus suivants pour leur contribution à cette recherche :

Assodip, Gadhop, Soprop, David, Claude Iguma et Edson Sebigunda.

Les auteurs aimeraient remercier les organisations locales suivantes pour aide : Groupe Jérémie, Institut Vie & Paix, Padebu et Foprati.



« Ce projet a reçu le soutien de l'Union Européenne'.
Le contenu de ce projet relève de la seule responsabilité d'IPIS et ne reflète en rien le point de vue de l'Union européenne.

Résumé

L'Est de la DRC reste affecté par des conflits violents. La région centrale est le 'Petit Nord' où deux grands groupes armés, une coalition de bandes armées de plus petite taille et l'armée gouvernementale sont tous impliqués dans une bataille continue causant d'énormes souffrances humaines. Dans les régions voisines du 'Grand Nord' et du nord du Sud-Kivu, une guerre ouverte n'a plus lieu mais une présence considérable des groupes armés continue de poser des problèmes de sécurité.

Actuellement, Laurent Nkunda et le CNDP qu'il dirige se battent contre les trois autres belligérants.

Le CNDP a pris position dans ces régions où vivaient précédemment les Tutsis congolais. Le CNDP ne protège pas seulement les intérêts des Tutsis en général, il protège aussi les intérêts économiques spécifiques de certains de ses membres et sympathisants. Il contrôle les pâturages qu'utilisent plusieurs riches éleveurs de bovins ainsi que deux zones minières. L'armée de Laurent Nkunda est tristement célèbre pour ses violations brutales des droits de l'homme et la présence d'enfants soldats dans ses rangs.

Les FDLR ont adopté une position passive vis-à-vis de l'Etat rwandais mais elles continuent de porter des armes qu'elles utilisent fréquemment au cours d'opérations militaires contre le CNDP. Elles ont opté pour une vie de clandestinité à la dure. Elles sont impliquées dans divers types de trafics illégaux tels que l'exploitation minière illégale et le trafic de drogue (chanvre). Pour certains membres des FDLR, il est probablement plus attirant de continuer ce genre d'activités que de retourner au Rwanda. Un petit groupe 'd'ex-génocidaires' a particulièrement intérêt à maintenir le statu quo. Les relations entre les FDLR et la population congolaise reposent souvent sur la peur et sont caractérisées par une tendance à la domination.

La coalition des Maï-Maï du PARECO affirme défendre les Congolais contre les groupes armés. Le PARECO a une attitude clairement vindicative à l'égard du CNDP. Il cherche à conquérir les terres occupées, prétendent-ils, de manière illégitime par le CNDP/les Tutsis. Les Maï-Maï cherchent eux à empêcher la création d'un 'tutsiland'.

Les FARDC sont les protecteurs officiels de l'Etat congolais et de sa population. La majorité des forces dans la région ont participé à l'offensive contre le CNDP. Toutefois, en marge de ce conflit central, des unités militaires conservent leurs positions dans des zones reculées où la principale motivation pour leur déploiement est de s'enrichir, elles et leurs supérieurs. Les FARDC sont impliquées dans une grande variété de trafics comme par exemple le trafic de bois tropical à Beni, le trafic de drogue (chanvre) à Lubero, qui est une opération commerciale menée conjointement avec les FDLR, et le trafic du coltan à Shabunda. Plusieurs unités sont à l'origine de violations des droits de l'homme.

Quoique quelques confrontations militaires entre les FARDC et les FDLR ou entre les FARDC et les groupes Maï-Maï aient été rapportées, les trois 'armées' ont plutôt tendance à collaborer les unes avec les autres dans le combat contre les forces de Laurent Nkunda.

Table des matières

Introduction	5
Première partie : Les acteurs des conflits	6
Le CNDP	6
Les FDLR	8
Les FARDC	12
Les Mai-Mai	14
Deuxième partie: Présentation de la collection de cartes	16
Les sources cartographiques	16
La carte de base ‘Est de la RDC’	16
Les cartes ‘dynamiques’	17
Les cartes ‘statiques’	17
La carte ‘rapports’	19
Analyse	20
Le ‘Grand Nord’	20
Le ‘Petit Nord’	24
Le Nord du Sud-Kivu	31
Conclusions	36
Recommandations	38
Annexe 1: Liste des abréviations	40
Annexe 2: comment utiliser les cartes internet	41

Introduction

Ce rapport est le second d'une série d'enquêtes sur les motivations des combattants et de leurs leaders. Son approche méthodologique nouvelle recourt à la cartographie comme outil d'analyse¹. Ce document ne constitue que la moitié du rapport. Tout aussi importante que l'analyse écrite est la matière cartographique qui l'accompagne et que l'on retrouve sur le site internet d'IPIS (www.ipisresearch.be/mapping_kivu.php) .

Le rapport : "Cartographie des motivations derrière les conflits : le cas de l'Est de la RDC " traite de la présence de groupes armés, incluant l'armée gouvernementale, dans les provinces congolaises du Nord et du Sud-Kivu (en ce qui concerne cette dernière, seule la partie nord est abordée dans ce rapport)². Il tente de comprendre quels groupes y sont actifs, les raisons et les lieux de leur stationnement et ce qu'il faudrait pour les empêcher de poser des problèmes de sécurité³.

Dans ce rapport, IPIS compare l'importance de ces quatre motivations : le pouvoir, la cupidité, les griefs ainsi que la sécurité/survie. Pour chacune d'entre elles, nous avons localisé des cibles géographiques spécifiques sur de différentes couches cartographiques. Par exemple, sur la carte qui montre les objectifs de la cupidité, nous avons inclus les zones minières ; sur les cartes qui montrent la survie, nous avons inclus les endroits où les groupes armés peuvent mieux se cacher ; sur les cartes traitant du pouvoir, nous avons indiqué les chefs-lieux administratifs, etc. IPIS a ensuite comparé les cartes contenant les cibles géographiques avec les cartes qui montrent les positions des différentes parties belligérantes. De cette comparaison IPIS a tiré ses conclusions en recourant à des arguments tels que : « si un groupe rebelle ne contrôle ni n'attaque aucun site minier, c'est que les ressources naturelles présentes en abondance dans la région ne peuvent expliquer ce qui pousse celui-ci à faire la guerre ».

Comme les cartes sont des sources d'information de première importance, nous avons ajouté des références à elles dans une colonne à gauche du texte. Quand un argument repose sur une information reprise dans une carte spécifique, le titre de cette carte est indiqué dans la colonne. Le système de référence est là pour aider le lecteur à naviguer entre les parties textes et cartes de ce rapport.

Les cartes ne sont pas la seule source à laquelle IPIS recourt pour comprendre le comportement des combattants. Les informations générales générées par les cartes sont complétées par des données récoltées sur le terrain et auprès de sources existantes.

"Cartographie des motivations derrière les conflits : le cas de l'Est de la RDC » est structurée en trois parties. La première partie du rapport aborde les différents groupes armés. Pour chaque groupe, nous examinons ses arguments pour justifier son combat, comment le mouvement est structuré, où les troupes sont concentrées et en quoi elles posent un problème de sécurité.

Dans la seconde partie, nous présentons une collection de cartes : comment et pourquoi elles ont été élaborées, dans quelle mesure l'information est fiable, etc. La troisième et dernière partie porte sur l'analyse des conflits. La carte des provinces du Kivu a été divisée en trois parties. Pour chacune des trois régions, la présence et les motivations des groupes armés font l'objet d'une analyse.

Il est difficile de trouver des informations fiables sur la sécurité en RDC. C'est pourquoi, les données sur nos cartes ne sont pas exhaustives, même si elles donnent une bonne indication de la situation. IPIS serait heureux de recevoir toute information ou correctifs éventuelles pour compléter nos cartes (mapping@ipisresearch.be). Les cartes n'ont pas été conçues uniquement pour apporter des réponses mais aussi pour soulever des questions importantes et nous serions heureux si le lecteur les mettait au service de sa réflexion ou action.

¹ La méthodologie utilisée pour la rédaction de la partie analytique de ce rapport est décrite dans un manuel consultable (dans sa version non définitive) sur le site : <http://www.ipisresearch.be/maps/handbookweboct07.pdf>

² La zone de nos cartes internet est comprise entre les longitudes 26°45' et 30°E et les latitudes 1°N et 3°S.

³ IPIS étudie le comportement et les motivations des 'parties belligérantes'. Ce rapport ne traite pas des crimes commis par les autres agents de l'état portant des armes tels que les officiers de police.

Première partie :

Les acteurs des conflits

Le CNDP

(Les titres dans cette colonne renvoient le lecteur à la carte qu'il faut consulter pendant la lecture du texte)

Le 'Congrès National pour la Défense du Peuple' (CNDP) est un mouvement politico-militaire sous la présidence de Laurent Nkundabatware, plus connu sous le nom de Général Nkunda⁴. Il s'agit d'un mouvement récent lancé par Nkunda au cours des élections de 2006. Le CNDP était initialement un mouvement pour la défense des intérêts des rwandophones à l'est de la RCD. A l'origine, de nombreux hutus congolais ont rejoint les rangs du CNDP. Cependant, la tentative de créer une coalition rwandophone a échoué et depuis lors, le CNDP ne se présente plus de cette manière. Il est à présent de notoriété publique que Nkunda et son mouvement sont au service des intérêts de la minorité tutsie (ou du moins d'une partie de ceux-ci) dans les Kivus⁵. Nkunda tente même de créer une certaine paranoïa parmi la population tutsie dans le Nord-Kivu. Dans ses discours, tracts et autres formes de communication politique, il fait constamment référence au passé violent contre les Tutsis et l'imminence d'un génocide⁶. Dans son manifeste politique de décembre 2006⁷, le CNDP formulait 8 objectifs principaux. Les plus importants sont les suivants :

- Mettre fin à la présence des groupes armés étrangers sur le sol congolais (avec un fort accent sur les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, les FDLR).
- Le retour des réfugiés congolais de l'étranger⁸.
- Une enquête indépendante des crimes de guerre commis sur le sol congolais entre 1998 et 2004.
- Un processus d'intégration alternatif pour les FARDC (différent du processus actuel de 'brassage'⁹).
- La fédéralisation de la RDC.

Si le CNDP s'est doté d'un programme et de quelques structures politiques (un bureau politique, un secrétariat exécutif, etc.¹⁰), il demeure avant tout une organisation militaire dont quasiment tous les membres ont un background militaire¹¹. Les troupes du CNDP sont constituées des unités des anciennes 81^{ème} et 83^{ème} brigades au passé 'Rassemblement Congolais pour la Démocratie' (RCD), avec le renfort des soldats démobilisés des 'Forces de Défense Rwandaises'

⁴ Le général Nkunda est un Tutsi congolais originaire du territoire de Rutshuru. De 1992 à 1994, il a combattu au sein de l'Armée Patriotique Rwandaise (RPA) de Paul Kagame. En 1994, il est retourné au Zaïre et en 1996, il a rejoint les rangs de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) de Laurent Désiré Kabila. En 1998, Nkunda s'est enrôlé dans le 'Rassemblement Congolais pour la Démocratie' (RCD) où il est parvenu au rang de général. Source : Barouski D., Laurent Nkundabatware, His Rwandan Allies, and the Ex-ANC Mutiny: Chronic Barriers to Lasting Peace in the Democratic Republic of the Congo, 1ère édition, février 2007, 457 p.

⁵ Entretien avec un politicien tutsi à Kinshasa mené en novembre 2007 par IPIS.

⁶ International Crisis Group, Congo: Bringing Peace to North-Kivu, Crisis Group Africa Report, No 133, octobre 2007, p. 7.

⁷ Nkunda L., Condensé Cahier de Charges du CNDP, décembre 2006, 3p.

⁸ Entre-temps, il est devenu clair que le CNDP se concentre principalement sur le retour de plus ou moins 45 000 réfugiés tutsis dans les camps au Rwanda (Byumba, Cyangugu, Kibuye, Nkamira et Ngarama), Burundi (Gatumba) et Ouganda (Nyakivara).

⁹ Les unités militaires qui ont suivi le 'brassage' sont stationnées dans une autre province que leur province d'origine. Nkunda insiste pour rester dans le 'Petit Nord' près de 'son peuple'.

¹⁰ Le 'Conseil des Honorables' est le corps le plus intéressant du pilier politique du CNDP. Les membres de ce conseil sont entourés de mystère mais ils sont clairement influents. Il est plus que probable qu'au moins certains des ex-membres suivants du RCD qui ont assisté aux meetings du CNDP aient un siège dans le 'Conseil des Honorables' : Emmanuel Kamanzi, Théophile Mpambuka, Alexis Makabuza, Bertain Kirivita et Bizima Karaha. Ces noms viennent d'un rapport confidentiel non publié d'un expert régional, septembre 2007, p.19.

¹¹ Recherche pour le compte d'IPIS, menée en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

(RDF) et d'autres recrues¹². Pour un moment, les forces de Nkunda furent divisées entre les brigades mixées des FARDC (voir explications détaillées dans le paragraphe consacré aux FARDC) mais comme leur 'mixage' n'a jamais dépassé le niveau de la brigade, elles se sont facilement regroupées sous la bannière de Nkunda quand le processus de 'mixage' a échoué. De nombreux observateurs nationaux et internationaux se sont demandés dans quelle mesure le Rwanda soutient le CNDP¹³. Il existe indubitablement un soutien logistique¹⁴. Ce n'est pas une coïncidence si Nkunda contrôle la zone frontalière près de Bunagana. Cependant, le fait qu'il y ait des soldats démobilisés des RDF parmi les troupes de CNDP ne prouve pas l'implication du Rwanda car ces soldats ne sont pas nécessairement des ressortissants rwandais. Des Tutsis congolais ont rejoint en nombre le 'Front Patriotique Rwandais' (RPF) au début des années 1990. De nombreuses preuves indirectes portant sur la présence de ressortissants rwandais au sein du CNDP circulent, mais souvent sur une petite échelle et sans être irréfutables¹⁵. Par exemple, dans un communiqué de presse de juin 2007, le colonel La Fontaine du PARECO (voir plus loin) annonce que ses troupes ont fait un prisonnier de guerre (PG) et ont récolté son nom, sa date de naissance, son lieu de naissance, les noms de ses parents, de ses oncles et de ses enfants pour établir son identité rwandaise¹⁶.

La majorité des forces du CNDP sont rwandophones. Les Hutus et les Tutsis sont présents en nombre significatif mais la plupart des cadres supérieurs sont tutsis. Il existe aussi un faible pourcentage de soldats et d'officiers d'autres groupes ethniques, tels que des Hunde, des Shi et des Nande. Le non rwandophone le plus tristement célèbre au sein du CNDP est le général Kakolele (ENCADRE 1).

Encadré 1 : Général Kakolele

Bwambale Kakolele est un Nande de Beni et le vice-président du CNDP. Avant de devenir un officier S3¹⁷ dans l'armée du CNDP, il était le commandant en chef du 'Mouvement Révolutionnaire Congolais' (MRC), un groupe rebelle du sud de l'Ituri. Actuellement, le MRC est un petit mouvement composé de moins de 200 combattants¹⁸. Toutefois, des rapports établissent que le restant du MRC et les 'Allied Democratic Forces/National Army for the Liberation of Uganda' (ADF/NALU) ont commencé à coopérer dans la zone frontalière entre le Nord-Kivu et le district d'Ituri. Le nombre total des combattants de l'ADF/NALU est estimé à plus ou moins 900¹⁹. C'est pour cela que la question demeure de savoir dans quelle mesure Kakolele a maintenu ses contacts au sein du MRC et, plus largement, si un lien peut être établi entre le MRC, l'ADF/NALU et le CNDP.

¹² Majoritairement des soldats recrutés (de force) dans les zones sous le contrôle du CNDP et des recrues originaires des camps de réfugiés tutsis au Rwanda.

¹³ Un exemple éloquent est le rapport suivant : Wolters S., Trouble in Eastern DRC: The Nkunda Factor, ISS Situation Report, 3 septembre 2007, 11p.

¹⁴ Des sources proches de Nkunda ont affirmé aux chercheurs d'IPIS comment le lundi 10 décembre 2007, 3 hélicoptères de la force aérienne rwandaise avaient effectué 6 vols chacun jusqu'à Kirilirwe pour livrer des hommes et des armes en renfort

¹⁵ Un argument souvent entendu : les uniformes rwandais utilisés par les soldats du CNDP. Toutefois, il ne s'agit pas d'une preuve irréfutable puisque de nombreux uniformes différents circulent dans la région. En décembre 2007, un chercheur d'IPIS a été témoin de la manière dont un sergent faisait rapport au colonel Bindu, chef de l'état major de la 8ème région militaire, à propos d'une bataille qui avait eu lieu près de Katala. Le soldat disait qu'il avait fouillé les corps de combattants du CNDP et qu'il avait trouvé de l'argent rwandais.

¹⁶ La Fontaine K. S., Communiqué de Presse No 001, PARECO, 1er juin 2007.

¹⁷ Un officier S3 dans une unité militaire est en charge des opérations.

S3: officier de la planification, de l'entraînement et des opérations

S4: officier des fournitures et de la logistique

S5: officier des affaires civiles

¹⁸ Entretien mené par IPIS avec un représentant officiel de la MONUC à Beni en novembre 2007.

¹⁹ Source écrite confidentielle de la MONUC, novembre 2007.

CNDP

INCIDENTS

Le CNDP occupe deux zones dans la région du 'Petit Nord' du Nord-Kivu : les pâturages du Masisi oriental/Rutshuru occidental et la région vallonnée du Rutshuru oriental où se croisent les frontières de la RDC, de l'Ouganda et du Rwanda. Le quartier général du CNDP est situé dans la première zone, dans le village de Kitchanga. Dans le territoire sous son contrôle, Nkunda a créé une structure administrative parallèle. Il contrôle les forces de police et les services de renseignements. En septembre 2007, près d'un million de personnes lui payaient des taxes²⁰.

Même si Nkunda et le CNDP prétendent vouloir ramener l'ordre et la stabilité dans la région, ils constituent une menace pour la sécurité de la population locale. Selon un rapport de Human Rights Watch, « Des unités affiliés à Nkunda ont tué, violé et blessé un nombre important de civils » au cours des six premiers mois de 2007²¹. Le rapport fait état de civils tués par les soldats du CNDP dans divers villages de Masisi et particulièrement du territoire de Rutshuru, souvent en raison d'une collaboration supposée avec les FDLR. Le rapport accorde également une grande attention aux violences sexuelles commises par les troupes du CNDP²². L'armée de Laurent Nkunda est également connue pour la présence d'enfants soldats dans ses rangs. Plusieurs rapports évoquent le recrutement forcé de mineurs dans l'armée du CNDP. Au moins 280 étudiants des 4^{ème} et 5^{ème} années secondaires à l'Institut Kausa, 'Institut Kanyatsi (Rwanika)', 'Institut Nyakariba', 'Institut Mapinduzi', 'Institut Rushinga', 'Institut Muheto' et 'Institut Burungu' ont été réunis de force avant d'être emmenés dans le camp de formation de Bwiza près de Kitchanga²³.

Les FDLR

Actuellement, les 'Forces Démocratiques de Libération du Rwanda' (FDLR) constituent le plus grand groupe armé présent dans les provinces du Kivu. Elles sont un mouvement politico-militaire provenant des ex-FAR ('Forces Armées Rwandaises'), des miliciens ex-Interahamwe et de civils hutus qui ont fui l'offensive du 'Front Patriotique Rwandais' (FPR/RPF) dans le Rwanda voisin en 1994. Les FDLR sont le successeur de l'Armée de Libération du Rwanda' (ALiR) qui est à son tour le successeur du 'Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda' (RDR). La composition des FDLR est différente aujourd'hui de la composition des initiateurs du RDR en 1995. Si un noyau puissant du mouvement des FDLR est toujours composé de Hutus impliqués dans le génocide de 1994, la grande majorité est innocente. Beaucoup d'entre eux sont des jeunes qui n'étaient encore que des enfants à l'époque du génocide rwandais. Le nombre exact des membres des FDLR impliqués dans le génocide rwandais fait l'objet de débats (ENCADRE 2).

ENCADRE 2 : Le nombre de suspects de génocide parmi les FDLR

De nombreuses estimations circulent sur le nombre de 'génocidaires' parmi les FDLR, un mouvement de 6000 à 7000 combattants et d'encore plus de civils :

Dans un rapport rédigé par l'ONG 'African Rights', une organisation proche du régime en place à Kigali, ils seraient des centaines en RDC et des dizaines à l'étranger.²⁴

²⁰ Rapport confidentiel non publié d'un expert régional, septembre 2007, p. 18.

²¹ Human Rights Watch, Democratic Republic of Congo. Renewed Crisis in North Kivu, octobre 2007, p. 27

²² Ibidem, pp. 34-37.

²³ Recherche pour le compte d'IPIS, menée en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

²⁴ African Rights, A Welcome Expression of Intent. The Nairobi Communiqué and the Ex-FAR/Interahamwe, décembre 2007, p. 80.

Une étude approfondie du chercheur Hans Romkema estime que le nombre de suspects de génocide parmi les FDLR serait entre 200 et 300²⁵.

Alison Desforges de 'Human Rights Watch' a déclaré qu'elle doutait qu'un nombre significatif de suspects du génocide soit encore présent dans les FDLR.

Les FDLR elles-mêmes ne reconnaissent pas plus de 3 à 4 suspects²⁶.

Une liste circule dans les rangs des FARDC reprenant 37 noms²⁷. Le nombre vient d'une source fiable²⁸.

Quelques noms de génocidaires présumés circulent publiquement, par exemple le général major Sylvestre Mudacamura (chef d'état major)²⁹ et Idelphonse Nizeyimana (Délégué du 2^{ème} vice-président de l'aile politique)³⁰.

Tant que le gouvernement rwandais ne publiera pas de liste des génocidaires présumés parmi les FDLR, la confusion persistera.

Dans leur communication officielle, les FDLR affirment qu'elles ne cherchent pas de solution militaire aux problèmes de la région³¹. Leur principale revendication est la création d'un dialogue inter-rwandais. Les FDLR affirment qu'elles seraient prêtes à retourner au Rwanda si un tel dialogue avait lieu et que la sécurité était assurée. En attendant, chaque combattant peut pour lui-même décider s'il veut rentrer. En réalité, les soldats des FDLR ne sont pas conscients des programmes de rapatriement existants – ils ne sont pas informés par leurs supérieurs – et ceux qui le sont ont trop peur pour désert³².

Tout au long de leur histoire, les FDLR ont connu plusieurs groupes dissidents qui ont quitté l'organisation principale en raison de certains désaccords. L'un d'entre eux, le 'Ralliement pour l'Unité et la Démocratie' (RUD) est toujours actif et son nombre est suffisamment important que pour représenter un risque sécuritaire (ENCADRE 3).

ENCADRE 3 : RUD/Urunana

Le RUD est un groupe dissident des FDLR dirigé par le colonel Musare. L'aile militaire du mouvement s'appelle Urunana. Leur nombre ne dépasse pas les 500 combattants³³. Le groupe a des liens solides avec l'Ouganda où il recrute et où résident ses leaders politiques³⁴. Le RUD pose des problèmes sécuritaires dans la zone frontalière entre les territoires de Lubero et de Walikale où ils auraient commis des violations

²⁵ Romkema H., Opportunities and Constraints for the Disarmament & Repatriation Of Foreign Armed Groups in the Democratic Republic of Congo, rapport pour le compte du MDRP, juin 2007, p. 66.

²⁶ Conversation par e-mail entre IPIS et un représentant des FDLR, février 2007.

²⁷ Entretien mené par IPIS avec un général des FARDC à Kinshasa en novembre 2007.

²⁸ Les chercheurs IPIS ont reçu ce nombre via un général tutsi au sein des FARDC.

²⁹ Romkema H., Opportunities and Constraints for the Disarmament & Repatriation Of Foreign Armed Groups in the Democratic Republic of Congo, rapport pour le compte du MDRP, juin 2007, p. 45.

³⁰ Source écrite confidentielle, juillet 2007.

³¹ FDLR/FOCA, Les mesures de coercition à l'encontre des forces des FDLR dans le but de leur désarmement feront-elles fléchir la résistance armée contre le régime de Kigali ?, 2 décembre 2007, 8p.

³² Rafti M., South Kivu: a Sanctuary for the Rebellion of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda, 'JOB Discussion Paper', mai 2006, p.19.

³³ Entretien mené par IPIS avec un représentant officiel de la MONUC à Beni, menée en décembre 2007.

³⁴ Centre Résolution Conflits, Root Causes of Conflicts in Grand North, septembre 2007, 7p.

des droits de l'homme contre la population locale³⁵. Le quartier général du RUD est situé à Mashuta dans le territoire de Walikale. Les FDLR ont essayé sans y parvenir de réintégrer dans leurs rangs la faction du RUD. En janvier 2008, il a été fait état de plusieurs confrontations entre les deux groupes³⁶.

Les estimations des forces des FDLR varient mais ne descendent jamais en dessous des 6000-7000 combattants³⁷. Comme les FDLR ont été créées à l'origine en partie par d'anciens militaires de l'armée rwandaise, elles se sont structurées en organisation militaire.

FDLR

L'armée des FDLR est divisée en trois brigades³⁸ :

1. La brigade du Nord-Kivu, composée de 4 bataillons, avec des concentrations de troupes dans l'est de Rutshuru, l'ouest de Masisi, le sud de Lubero et l'est de Walikale.
2. La brigade du Sud-Kivu, composé de 4 bataillons, avec des concentrations de troupes à Fizi, Mwenga et les régions de Shabunda, Walungu et Kabare faisant frontière avec le parc de Kahuzi-Biega.
3. La brigade de réserve, composée de 3 bataillons, avec des concentrations de troupes à Kalehe, le sud de Masisi et l'est de Walikale.
4. Le commandant de la Force est le général Sylvestre Mudacumura. Son état major et son quartier général sont situés à Kalonge, dans le territoire de Masisi.

A l'exception des grandes villes et du territoire de Beni dans le "Grand Nord", l'influence des FDLR s'étend partout dans les deux provinces du Kivu. Les militaires et les civils des FDLR vivent souvent dans les mêmes zones que la population congolaise. Certaines FDLR ont épousé des femmes de la région et se sont intégrées dans la communauté locale³⁹. Toutefois, en général, ils vivent à côté des Congolais plutôt qu'avec eux. L'attitude des FDLR envers la population congolaise est caractérisée par une tendance à la domination⁴⁰. La relation entre les Congolais et les FDLR repose souvent sur la peur, clairement illustrée dans 'L'Histoire de l'enveloppe'⁴¹ (ENCADRE 4).

ENCADRE 4 : 'L'Histoire de l'enveloppe'

Cette histoire se déroule à Zombe (dans le territoire de Mwenga), une zone sous le contrôle des FDLR. Un matin d'août 2004, un civil trouve une enveloppe sous un arbre au bord de la route. Sur l'enveloppe, quelqu'un a écrit que les gens qui passent par là doivent payer la somme de 500 francs congolais (l'équivalent d'un dollar) pour leur sécurité à chaque passage. Le civil décide de déposer de l'argent dans l'enveloppe. Les semaines suivantes, tous les villageois passant par là paient sans jamais voir qui collecte l'argent.

³⁵ Il est souvent difficile de déterminer si certains crimes étaient commis par le RUD ou les FDLR.

³⁶ Radio Okapi, Masisi : nouveaux affrontements Mai-Mai contre CNDP, et FDLR contre ses dissidents, 28 janvier 2008. Et Radio Okapi, Katwiguru : combats entre groupes rivaux FDLR, 21 janvier 2008.

³⁷ À part les 'vrais' combattants qui opèrent dans la structure militaire des FDLR, il y a aussi un grand nombre de civils hutus rwandais armés dans la région.

³⁸ Les FDLR eux-mêmes dénomment 'divisions' les brigades du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Toutefois, en tenant compte du fait qu'une division compte habituellement entre 10 000 et 15 000 soldats, il s'agit là d'une énorme exagération. C'est pour cela que nous préférons parler de brigades qui comptent en général entre 3 000 et 5.000 soldats.

³⁹ Rafti M., South Kivu: a Sanctuary for the Rebellion of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda, 'JOB Discussion Paper', mai 2006, pp. 13-14.

⁴⁰ Romkema H., Opportunities and Constraints for the Disarmament & Repatriation Of Foreign Armed Groups in the Democratic Republic of Congo, rapport pour le compte du MDRP, juin 2007, p. 40.

⁴¹ Entretien avec un universitaire, mené par IPIS à Bukavu en novembre 2007.

La présence des FDLR dans les Kivus est un problème sécuritaire pour deux raisons : les FDLR ont un passé de graves violations des droits de l'homme et leur existence sert de prétexte au Rwanda pour interférer dans le conflit en cours sur le sol congolais.

INCIDENTS

Les FDLR n'ont pas brillé dans le passé en matière de respect des droits de l'homme. Les violations les plus relatées sont la taxation illégale, l'extorsion, les pillages, les braquages et les violences sexuelles mais aussi plusieurs massacres dont il a été fait état au cours de 2007. Suite au lancement des brigades 'mixés' et les opérations militaires qui ont suivi contre celles-ci, les troupes des FDLR ont kidnappé au moins trois chefs locaux pour dissuader la population locale de collaborer avec les soldats du général Nkunda⁴². On suppose que les chefs locaux ont été tués. Depuis 2002, le secrétaire général de l'ONU a repris les FDLR dans la liste des groupes armés responsables du recrutement des enfants soldats, parfois en kidnappant ceux-ci⁴³.

Les mauvais comportements des unités des FDLR placent tout le mouvement dans une position délicate car ils créent des tensions sérieuses entre celles-ci et la communauté qui les accueille. Les FDLR comptent sur la tolérance silencieuse des Congolais pour mener leur existence terrée. De temps à autre, et dans certaines régions, leurs rapports tournent mal. Dans les territoires de Kabare et de Walungu, ils ont connu leur pire niveau depuis 2005 avec l'émergence du phénomène 'Rasta' (ENCADRE 5).

ENCADRE 5 : Les 'Rastas'

Entre mai 2005 et juillet 2007, les régions de Nindja et de Kanyola dans le Sud-Kivu ont été marquées par une série de crimes brutaux et violents. Au cours de la nuit du 26 mai par exemple, 17 personnes ont été massacrées à Kanyola. Ces crimes ont été attribués aux "Rastas", une bande armée composée d'hommes parlant le kinyarwanda. Meurtres arbitraires, kidnapping, violences sexuelles sont devenus la marque de cette bande. Les informations sur leur constitution et leur background varient. Pour certains, les FDLR seraient leurs complices, voire même leurs commanditaires. Par exemple, la position officielle de la MONUC jusque septembre 2007 disait qu'il n'y avait pas de différence entre les 'Rastas' et les FDLR⁴⁴. Cependant, dans une étude approfondie menée par l'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI) et l'Institut Vie et Paix (IVP) de décembre 2007 on arrive à la conclusion qu'ils constituent deux groupes distincts et que rien ne permet de croire que ces deux groupes coopèrent⁴⁵.

Le leadership des FDLR semblait parfaitement au courant du fait que le phénomène des 'Rastas' leur créait de sérieux problèmes de réputation parmi la population tout comme au sein des cercles nationaux et internationaux. C'est pourquoi il a publié en mars 2007 un communiqué de presse dans lequel il se distancie de ce groupe⁴⁶.

Le problème des FDLR est inextricablement lié à la situation politique au Rwanda et c'est là que réside la deuxième raison pour laquelle elles posent un problème de sécurité. Depuis 2004, la milice hutue a cessé ses attaques sur le territoire rwandais. Les analystes militaires s'accordent pour dire qu'elle ne représente

⁴² Human Rights Watch, Democratic Republic of Congo. Renewed Crisis in North Kivu, octobre 2007, pp. 38-39.

⁴³ Ibidem.

⁴⁴ UPDI & IVP/LPI, Violence et insécurité à Nindja/Kaniola. Le phénomène "Rasta", rapport non publié, décembre 2007, pp. 14-15.

⁴⁵ Ibidem, pp. 18-21. Toutefois, l'étude n'indique pas si les autres groupes armés tels que les FDLR reprochent aux 'Rastas' les crimes qu'ils ont eux-mêmes commis.

⁴⁶ FDLR/FOCA, Les Forces des FDLR ne sont pas des Rastas, 24 mai 2007, 4p.

plus vraiment de réelle menace⁴⁷. Pourtant, elles continuent à servir de prétexte à Laurent Nkunda et à d'autres pour maintenir leur présence militaire sur le territoire congolais. D'un côté, les FDLR pourraient bien adopter pendant un temps un profil bas avant de retourner au Rwanda en tant que force importante. D'un autre, s'il faut en croire un éminent politicien tutsi à Kinshasa :

“Le fait même qu'ils existent, leur passé génocidaire et l'attitude raciste de certains de leurs membres sont des raisons suffisantes pour n'importe quelle population victime d'exiger leur démantèlement. L'Europe ne tolère pas non plus la perpétuation de l'idéologie nazie”⁴⁸.

Les FARDC

FARDC

A cause de la situation de guerre, il y a une présence massive des FARDC dans les provinces du Kivu. Rien que dans le Nord-Kivu, des unités de 10 brigades des FARDC différentes ont été déployées. Trois types de brigades différentes sont actifs dans la région :

1. Les brigades intégrées sont des unités militaires composées de soldats d'origines différentes (des ex-RCD, ex-MLC, ex-Mai-Mai ou forces gouvernementales) venant de diverses régions. Les soldats des brigades intégrées ont participé au processus de 'brassage' dans un des centres militaires⁴⁹. Aucune unité militaire déployée à l'origine dans la province du Nord-Kivu n'a participé au 'brassage'.
2. Les brigades 'mixées' ont été créées à la suite des négociations à Kigali entre une délégation des FARDC, dirigée par le chef de l'état major aérien John Numbi, et le général Nkunda en décembre 2006. Il fut convenu que deux brigades loyales au général Nkunda (la 81^{ème} et 83^{ème}) seraient mixées avec trois brigades des FARDC loyales à Kinshasa (la 110^{ème}, 116^{ème} et 1^{ère} brigade de réserve) en cinq – plus tard six – nouvelles brigades. Les 'nouvelles' brigades furent baptisées Alfa, Bravo, Charlie, Delta, Echo et Foxtrot. Les 5 brigades qui participèrent finalement au processus de 'mixage' (la brigade Foxtrot ne fut jamais opérationnelle) ne furent 'mixées' qu'au niveau du bataillon⁵⁰. Le fait que ces brigades n'ont jamais été mélangées au-delà du niveau de bataillon signifiait que chaque bataillon individuel maintenait sa loyauté. Les six brigades mixées auraient constitué au total un peu plus de 7000 soldats, en faisant des unités anormalement petites. Les deux parties constitutives étaient plus ou moins représentées à égalité. A la suite de l'annonce par les FARDC le 11 août de la suspension des opérations contre les FDLR et la reprise des combats en août 2007 entre les unités de l'armée sous le contrôle de Laurent Nkunda et des troupes des FARDC loyales à Kinshasa, le système de 'mixage' s'est effondré⁵¹. Les QG des différents bataillons et brigades sont tout simplement retournés à leurs anciennes loyautés et se sont battus entre eux⁵². Aujourd'hui, des éléments des anciennes brigades Charlie et Bravo sous le commandement du colonel Philémon Yav restent dans la région de Katale et Masisi. Les unités restantes des brigades Echo et Delta sous le commandement du colonel Jonas Padiri opèrent toujours dans la région autour de Sake⁵³.

⁴⁷ Entretiens menés en RDC par IPIS en novembre/décembre 2007.

⁴⁸ Entretiens avec un politicien tutsi à Kinshasa mené par IPIS en novembre 2007.

⁴⁹ Pour plus de détails sur le processus de 'brassage', voir : Spittaels S. & Meynen N., Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga. Rapport d'IPIS, juin 2007, pp. 8-10.

⁵⁰ Entretien avec un représentant de la MONUC mené par IPIS à Kinshasa en novembre 2007.

⁵¹ International Crisis Group, Congo: Bringing Peace to North-Kivu, Crisis Group Africa Report, N° 133, octobre 2007, pp. 12-13.

⁵² La brigade Delta à Kitchanga et la brigade Bravo à Rutshuru étaient contrôlées par des commandants loyaux au général Nkunda. Des officiers loyaux à Kinshasa commandaient les brigades Charlie et Echo. La brigade Alpha était dirigée par le colonel Jean-Claude Mosala, l'ancien bras droit de Mutsebutsi. Sources confidentielles écrites d'EUSEC, août 2007.

⁵³ Sources confidentielles écrites d'EUSEC, août 2007.

3. Dans les 11 territoires et les 4 villes qui constituent le sujet de notre étude, deux brigades sont toujours déployées sans avoir été ni mixées ni intégrées dans le processus de ‘brassage’ : la 85^{ème} brigade de Walikale et le ‘groupe de combat’ de Kalehe/Kabare.

INCIDENTS

Les soldats des FARDC sont impliqués dans un nombre considérable de violations des droits de l’homme dans toute la région. Dans notre carte ‘Incidents’, nous trouvons plusieurs faits d’insécurité contre des victimes civiles dans lesquels des FARDC étaient impliqués. Dans son dernier rapport sur le Nord-Kivu d’octobre 2007, Human Rights Watch écrit que : “les soldats de l’armée congolais sont à l’origine de massacres, d’arrestations arbitraires, de détentions, de crimes sexuels autant que du pillage de biens appartenant à des civils ”⁵⁴. Les FARDC sont tristement célèbres pour leur implication directe et indirecte dans le trafic illégal des ressources minérales et d’autres matières. Des cas concrets seront abordés plus loin.

ENCADRE 6 : La collaboration entre les FARDC, les FDLR et les Mai-Mai

Quoique quelques confrontations militaires entre les FARDC et les FDLR ou entre les FARDC et les groupes Mai-Mai aient été rapportées, les trois ‘armées’ ont plutôt tendance à collaborer les unes avec les autres dans le combat contre les forces de Laurent Nkunda. Les représentants du PARECO ne cachent pas que lors de l’offensive d’envergure des FARDC contre les CNDP en décembre 2007, ils ont accordé leurs opérations militaires avec les opérations planifiées par les FARDC⁵⁵. Les trois parties belligérantes s’entendent bien et coordonnent leurs efforts mais leur coopération est entourée de silence. Les FDLR et le PARECO ne mèneront jamais d’attaques aux côtés des FARDC mais ils exécutent des opérations complémentaires à partir de positions non éloignées⁵⁶. La coopération entre les FARDC et les FDLR est particulièrement sensible et les deux partenaires la démentent en public. Toutefois, en privé et avec des personnes à qui ils font confiance, les représentants des FDLR reconnaissent cette coopération⁵⁷. Les FDLR reçoivent des armes des FARDC. En juin 2007, les unités des FDLR recevaient au moins quatre livraisons d’armes de la 85^{ème} brigade des FARDC et plusieurs livraisons de moindre importance du colonel Rugayi des FARDC en mars, mai et juin la même année⁵⁸. Les livraisons se sont certainement poursuivies jusqu’en décembre 2007 puisque le 11 décembre 2007, une livraison d’armes parvenait aux FDLR à Nyanzale par le colonel Akilimali des FARDC⁵⁹.

CONFLICT ACTORS

Si nous regardons de plus près nos cartes de position, il est difficile d’imaginer que les FARDC, le PARECO et les FDLR ne coordonnent pas leurs efforts. Nos cartes indiquent plusieurs endroits où le PARECO et les FDLR ont stationné dans le même village. Cela vaut également pour les FARDC et les FDLR. Si nous prenons par exemple la route entre Goma et Rutshuru (et au-delà), les positions des FARDC et des FDLR semblent alterner. Les soldats de la 6^{ème} brigade des FARDC sont

⁵⁴ Human Rights Watch, Democratic Republic of Congo. Renewed Crisis in North Kivu, octobre 2007, p. 43.

⁵⁵ Entretiens avec des représentants du PARECO à Mugunga menés par IPIS en décembre 2007.

⁵⁶ Ibidem. Selon les mêmes sources, les FARDC doivent parfois compter sur le soutien direct des FDLR car ils sont les seuls à savoir comment opérer certains de leurs armements lourds (les FDLR sont surnommées les ‘techniciens’).

⁵⁷ Entretiens avec des Hutus congolais et rwandais menés par IPIS à Bruxelles et Goma en novembre et décembre 2007.

⁵⁸ Source écrite confidentielle d’un expert régional, juillet 2007, 2p.

⁵⁹ Entretien avec des représentants du PARECO mené par IPIS à Mugunga en décembre 2007.

positionnés tout le long de la piste⁶⁰. Cependant, au même moment, plusieurs officiers des FDLR confirment qu'ils contrôlent la même portion de route⁶¹.

Les Maï-Maï

MAYI-MAYI

Les Maï-Maï sont des milices de défense locales. Le terme de 'Maï-Maï'⁶² désigne tous les groupes d'autodéfense dans les deux provinces du Kivu et au-delà⁶³. La grande majorité des groupes Maï-Maï du Kivu sont actifs dans le Nord-Kivu. À côté des groupes de moindre envergure, la principale force Maï-Maï dans la région est constituée du PARECO (Patriotes Résistants Congolais). Le PARECO est une alliance de plusieurs groupes Maï-Maï. Le leadership de la coalition est entre les mains du colonel La Fontaine de l'ethnie des Nande et de sinistre réputation. Les autres chefs qui ont rejoint le PARECO sont le colonel Mugabo d'origine hutue, le colonel Ntasibanga des Hunde, le colonel Blaise des Nyanga et le colonel Kirikicho des Tembo. Le chef Maï-Maï Chomachoma de l'ethnie des Havu a rejoint récemment le PARECO⁶⁴. La coalition a été formée au début de 2007 (le mémorandum politique date du 14 mars 2007). Le PARECO affirme se battre pour défendre les Congolais marginalisés qui souffrent de la guerre entre les éléments de Nkunda et les FDLR⁶⁵. Il dénonce avant tout la création des brigades mixées car il estime que cela contribuera à la création d'un 'tutsiland'. Le PARECO s'oppose violemment au retour des réfugiés tutsis dans les territoires de Masisi et de Rutshuru⁶⁶.

Depuis sa création, le PARECO est rapidement devenu une force importante. Selon ses propres sources, son nombre serait approximativement de 3500 combattants⁶⁷ mais c'est peu probable. Ses forces armées sont organisées dans quatre secteurs. Dans ces zones où il est militairement faible, il coopère avec les FDLR. Ils collaborent très bien ensemble et ils ont lancé conjointement plusieurs opérations militaires contre Nkunda. Le PARECO tire ses revenus des mines et d'autres activités commerciales. Il achète des armes aux FARDC.

Dans le 'Grand Nord', des plus petites bandes de combattants Maï-Maï sont encore actives et posent des problèmes de sécurité à la population locale. Les problèmes les plus sérieux sont causés par les Maï-Maï du groupe Baraka. Baraka est le fils du défunt chef Maï-Maï Lolwako qui a hérité le mouvement de son père. Selon la rumeur, l'enfant aurait seulement 7 ans⁶⁸. L'enfant Baraka est au centre du groupe à qui il confère une identité mais il n'est pas celui qui prend les décisions. Au sein du groupe, le leadership est partagé par plusieurs commandants : Mutsunga, Mbilika, 'Sarayevo', 'Ngamba Dola'⁶⁹ et 'Wamwanya'⁷⁰. Chacun d'entre eux dirige une unité de 6 à 12 combattants. Il arrive parfois aux différentes unités du groupe Baraka de se battre entre elles.

⁶⁰ Quand les chercheurs d'IPIS ont visité la région en décembre 2007, ils sont tombés sur une série de petits postes de surveillance des FARDC. Entre deux de ces postes, ils ont repéré un camp des FDLR à moins de 100m du bord de la route.

⁶¹ Entretien mené par IPIS à Kiwanja avec des représentants des FDLR en décembre 2007.

⁶² Maï signifie littéralement 'eau' en swahili. Cela fait référence à l'importance de l'eau dans le plus important de leur rituel magique qui leur garantit l'immunité contre les balles des fusils.

⁶³ Dans la province du Katanga également, au cours des guerres du Congo et durant la transition, un grand nombre de groupes Maï-Maï étaient actifs. Un compte rendu détaillé du statut du phénomène est consultable à la source suivante : Spittaels S. & Meynen N., Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga. Rapport d'IPIS, juin 2007, 44p. ainsi que les mises à jour de ce rapport : <http://www.ipisresearch.be/updates-katanga.php>.

⁶⁴ Entretien mené par IPIS à Mugunga avec des représentants du PARECO en décembre 2007.

⁶⁵ PARECO, Déclaration Politique de la Coalition des Résistants Patriotes Congolais, 14 mars 2007, 3p

⁶⁶ Ibidem.

⁶⁷ Entretien mené par IPIS à Mugunga avec une délégation du PARECO en décembre 2007.

⁶⁸ Recherche pour compte d'IPIS menée en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

⁶⁹ Littéralement : 'J'ai besoin de dollars'.

⁷⁰ Entretien mené par IPIS à Beni avec un représentant officiel de la MONUC en décembre 2007.

Dans le passé, les groupes de Maï-Maï étaient actifs en plus grand nombre dans la province du Nord-Kivu. La plupart d'entre eux ont soit rejoint le PARECO ou intégré le processus de 'brassage'⁷¹. Toutefois, de nouveaux groupes pourraient se former à la demande des anciens parrains (ENCADRE 7).

ENCADRE 7 : Le phénomène du 'parrain' Maï-Maï

Modohu Fabien Kukuma est un parfait exemple de parrain Maï-Maï. Ancien sénateur, il a entretenu un groupe de combattants Maï-Maï appelé 'Handule' pendant plusieurs années. La majorité de son ancienne bande, dont les leaders Kasero Surambaya et le général Munzenze, est partie pour le 'brassage'.

Selon diverses sources, le vieux parrain a pourtant commencé à recruter de nouveaux hommes pour relancer le mouvement⁷². Il a organisé des meetings dans sa résidence pour recruter de nouveaux combattants. Les nouvelles recrues restent dans leurs maisons respectives mais elles peuvent être appelées si besoin est⁷³.

INCIDENTS

Le comportement des groupes de Maï-Maï éparpillés dans le 'Grand Nord' ressemble à celui de bandits ordinaires. Le 29 octobre 2007, des Maï-Maï du groupe de Baraka ont attaqué deux villages dans le territoire de Beni⁷⁴. Ils ont pillé les villages et tué au moins un civil.

Le PARECO est un mouvement récent. Peu de violations des droits de l'homme lui ont été imputées à ce jour. Toutefois, il constitue actuellement une des principales menaces au processus de paix lancé à Goma le 6 janvier 2008 car au cours de janvier et de février, plusieurs confrontations militaires ont été rapportées entre le CNDP et le PARECO dans le 'Petit Nord'. On suppose que le PARECO est l'instigateur de certains de ces incidents.

⁷¹ Les commandants des Maï-Maï Jackson (à Lubero) et Kasereka (à Rutshuru) ont tous les deux intégré le processus de 'brassage', au grand soulagement de la population de la région. La guerre entre les commandants des Maï-Maï Jackson et La Fontaine avait dans le passé entraîné la fuite de plus de 50 000 personnes.

⁷² Entretiens menés par IPIS à Beni et Butembo en décembre 2007.

⁷³ Recherche pour le compte d'IPIS menée en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

⁷⁴ Radio Okapi, Kivira : un mort, 3 blessés et un adolescent enlevé lors d'une attaque, 30 octobre 2007.

Présentation de la collection de cartes

Nous aborderons plus loin les différentes cartes qui constituent une partie intégrée et essentielle de cette analyse. Elles sont consultables sur le site internet d'IPIS à l'adresse suivante : www.ipisresearch.be/mapping_kivu.php.

Les sources cartographiques

Il est très rare de trouver des données cartographiques exactes, complètes et à jour sur la République Démocratique du Congo. La principale source cartographique de nos cartes, ce sont les données vectorielles du “Référentiel Géographique Commun” (RGC), un projet en cours⁷⁵. Dans une partie de la zone de notre étude, à savoir le nord du Sud-Kivu et le sud-ouest du Nord-Kivu, nous pouvions également utiliser les ‘Spatiocartes du Kivu’, créés en 2003 par le Département de Géographie de l’Université de Gand pour le compte du Musée Royal d’Afrique Centrale (MRAC) de Tervuren, en Belgique⁷⁶. Les Spatiocartes sont en général plus précises que le RGC et ils montrent également les données sur les zones minières, mais comme ces cartes ne couvrent pas toute notre zone de recherche, nous avons pris le RGC comme base. Malheureusement, en combinant ces deux sources, la différence de précision entre les deux entraîne un changement dans les positions des éléments de la carte, particulièrement des zones minières : la localisation de ces zones est correcte (basée sur les Spatiocartes), mais le ‘background’ de la carte (villages, routes, rivières, ...) ne l’est pas (basé sur le RGC).

Le principal problème que l’on peut rencontrer si l’on essaie de cartographier les événements et les positions en RDC est de parvenir à les situer correctement car de nombreux villages voire des villes sont totalement absentes des cartes existantes. De plus, les différents rapports mentionnant le même village se contredisent souvent en ce qui concerne sa localisation (ou son orthographe). Dans certains cas, des personnes vivant sur place pouvaient situer de manière approximative certains lieux, dans d’autres, nous avons placé l’information sur certains événements dans le chef-lieu du territoire où ils se sont produits (voir plus loin).

Des sources cartographiques plus spécifiques seront mentionnées dans la partie où l’on aborde les cartes séparées.

La carte de base ‘Est de la RDC’

EASTERN DRC

La carte sur l’Est de la RDC est la base indispensable sur laquelle nos informations sur la sécurité sont projetées. Elle reprend les informations géographiques de base telles que les frontières des provinces et des territoires, les villages et villes, les routes, les rivières et les fleuves, les lacs, les parcs, les aéroports, la végétation et l’occupation du sol. Les sources sont le RGC et les données du MRAC (Tervuren) pour la couverture du sol.

⁷⁵ Le projet était lancé au début de l’année 2006 par le centre de logistique de l’ONU (UNJLC), repris en décembre 2006 par l’UNOCHA pendant 6 mois et depuis juillet 2007, il est coordonné par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

⁷⁶ La zone qui coïncide avec notre région d’étude est comprise entre les longitudes 26°45’ et 29°E et les latitudes 1° et 3°S.

Les cartes 'dynamiques'

**FARDC
CNDP
FDLR
MAYI-MAYI**

Les cartes dynamiques visualisent la présence des groupes armés dans la région (y compris l'armée régulière). Comme les combattants se déplacent, l'information donnée n'est valable qu'un temps limité. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit de la période allant de septembre 2007 à janvier 2008. Nous avons dessiné quatre cartes dynamiques sur le déploiement des troupes, soit une carte par partie impliquée dans les conflits : les FARDC, le CNDP, les FDLR et les Maï-Maï. Les cartes mentionnent les informations de base sur la force des unités et sur qui les commande ainsi que l'endroit précis où elles sont stationnées. Les quatre couches cartographiques proviennent des informations d'observateurs militaires internationaux, complétées et corroborées par les informations fournies par les travailleurs humanitaires internationaux et par des civils congolais travaillant sur le terrain. Ces données ont été collectées par des chercheurs d'IPIS au cours d'entretiens dans la région. La cinquième carte combine les déploiements des quatre parties et des groupes de moindre envergure RUD, 'Rasta' et ADF/NALU. Nous l'avons appelée la carte des 'Acteurs des conflits'.

**CONFLICT
ACTORS
INCIDENTS**

Une carte dynamique différente indique les violations des droits de l'homme impliquant des combattants. Ces violations sont représentées sur les cartes par des symboles différents selon le type de violation et leur auteur. Où il était impossible de localiser l'endroit d'un événement spécifique nous avons placé l'information sur cet événement dans le chef-lieu du territoire où il s'est produit. Pour chaque événement, des précisions sont fournies sur la date exacte, le lieu et les parties impliquées. La couche des 'incidents' a un double objectif. D'un côté, elle montre où des éléments armés ont été actifs et de l'autre, elle nous donne l'occasion d'examiner des événements spécifiques pouvant nous indiquer les motivations des combattants impliqués. Les événements repris dans la couche des incidents reposent sur des données de la MONUC et les différents rapports sur les violations des droits de l'homme dans la région disponibles.

Les cartes 'statiques'

Les cartes statiques représentent notre transcription en termes géographiques des motivations militaires dans l'environnement du conflit dans l'Est de la RDC. Ces facteurs motivants sont moins susceptibles de changer. De nombreuses motivations d'ordre militaire peuvent même être traduites en données géographiques permanentes. Nous distinguons quatre types de motivations en matière de conflit pour lesquelles nous avons à chaque fois créé des cartes spécifiques.

La première motivation est la cupidité. Une carte portant sur la cupidité doit donner une vue d'ensemble de tous les lieux dans l'Est de la RDC où des hommes en armes peuvent s'enrichir. Nous avons créé deux couches cartographiques dans ce but.

**NATURAL
RESOURCES**

La carte des 'ressources naturelles' représente les richesses minérales dans la région. Elle indique tous les types de minerais trouvés dans les sites miniers dans la région. La carte des ressources repose principalement sur "Mineral occurrences database and GIS map of the Democratic Republic of Congo", publié en 2004 par le Musée Royal d'Afrique centrale de Tervuren et GF Consult. Malheureusement, la localisation des différents minéraux n'est pas toujours précise car elle repose principalement sur des données provenant des archives coloniales belges. Une autre source plus à jour mais qui ne couvre qu'une partie de la zone de notre étude sont les 'Spatiocartes du Kivu' (voir plus haut). Concernant certains cas spécifiques, nous avons ajouté des sites miniers qui nous ont été indiqués par les

personnes que nous avons interviewées sur place.

TRADE ROUTES

Dans une deuxième édition des cartes, des 'voies commerciales' seront ajoutées. Cette carte explique comment les minéraux et les produits agricoles sont transportés des centres de production vers les marchés, les villes et les zones frontalières. Ces voies sont d'une grande importance car celui qui les contrôle peut imposer des taxes considérables dans des zones où règne une relative impunité telle que les provinces du Kivu. Les données sur les voies commerciales ont été récoltées lors d'entretiens avec la population locale et proviennent de rapports existants sur le commerce.

Une seconde motivation que IPIS distingue sont les griefs. Les griefs sont une motivation que l'on attribue en général à ceux qui combattent l'Etat. Notre carte de griefs de l'Est de la RDC devrait montrer les problèmes et les besoins des combattants du CNDP, des FDLR et des Mai-Mai. La traduction des motivations liées aux griefs en termes géographiques est un exercice conceptuel qui pose un beau défi. En suivant les consignes de notre manuel 'Mapping Conflict Motives in War Areas⁷⁷', nous avons essayé de répondre aux questions suivantes : quelles injustices dénoncent-ils ? Quels sont leurs besoins ? Et que veulent-ils accomplir ?

TUTSI REFUGEEES

Les cinq principaux objectifs du CNDP ont été abordés plus haut⁷⁸. Nous pouvons vérifier géographiquement trois d'entre eux. Sur la carte 'réfugiés tutsis', nous avons indiqué les villages où, avant les guerres au Congo, il y avait un nombre significatif de Tutsis. Si le CNDP veut assurer un retour en sécurité des réfugiés tutsis, il tentera de contrôler ces villages. La carte des FDLR a un double objectif car nous pouvons aussi l'utiliser pour vérifier si l'expulsion/éradication des FDLR est un objectif militaire pour le CNDP. Les griefs du CNDP portant sur le 'fédéralisme' peut se vérifier sur toutes nos cartes car quiconque veut défendre sérieusement la position du fédéralisme doit contrôler un ou plusieurs chefs-lieux provinciaux. Les objectifs de l'intégration de l'armée et de justice réparatrice ne peuvent se vérifier au plan géographique.

La revendication principale des FDLR, le retour au Rwanda, ne nécessite pas non plus de carte spécifique. S'ils veulent obtenir ce retour par la force, ils doivent se positionner dans des zones stratégiques qui leur permettent de lancer des opérations sur le sol rwandais. Nous pouvons vérifier ceci sur notre 'carte stratégique' (voir plus loin).

Les mouvements des Mai-Mai affirment exister avant tout pour protéger la population locale contre les violences ou l'oppression. Les Mai-Mai motivés par ces griefs attaqueront les forces responsables des problèmes de sécurité. Nous pouvons comparer les positions des Mai-Mai avec les cartes des FDLR, du CNDP et des FARDC sans devoir créer une carte séparée.

ETHNIC

Les conflits ethniques sont un autre type de guerres motivées par des griefs. Pour inclure le facteur ethnique dans notre recherche, dans la seconde édition de cartes, nous ajouterons une 'carte ethnique' qui montrera les groupes ethniques les plus importants au niveau des différents secteurs et chefferies. Dans ce but, nous avons tracé des frontières administratives supplémentaires sur nos cartes sur la base d'un atlas du CEPAS (Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale) de l'organisation administrative de la RDC. Les données sur la répartition des différents groupes ethniques ont été collectées par des experts locaux pour le compte d'IPIS. C'est une estimation qui diverge probablement de la situation démographique réelle mais cela reste cependant un outil pratique.

⁷⁷ <http://www.ipisresearch.be/maps/handbookweboct07.pdf>

⁷⁸ Nkunda L., Condensé Cahier de Charges du CNDP, décembre 2006, 3p.

STRATEGIC

Une troisième motivation importante pour les parties belligérantes est la quête du pouvoir. Une carte 'pouvoir' indique les zones où le pouvoir peut se gagner ou se perdre. En RDC, il existe deux systèmes de pouvoir parallèles qui ont été dans une certaine mesure intégrés. D'un côté, il y a l'Etat officiel impliquant des positions représentant un certain niveau de pouvoir. De l'autre, le pouvoir traditionnel et coutumier. Les centres de pouvoir du système officiel de l'Etat sont situés dans les chefs-lieux des provinces et des différents secteurs. Les centres du pouvoir traditionnel sont situés dans les chefs-lieux des chefferies. Toutes ces villes sont indiquées sur notre carte de base de l'Est de la RDC'. Dans la seconde édition, une carte séparée sera ajoutée pour montrer les centres de pouvoir militaire les plus importants dans la région. Cette carte 'stratégique » met en lumière les éléments géographiques qui détiennent un certain potentiel de pouvoir. La carte a été produite avec l'aide d'observateurs militaires internationaux en RDC.

FOOD SECURITY

La quatrième et dernière motivation examinée dans ce rapport est la sécurité/survie. Une carte sur la survie devrait représenter tous les éléments géographiques qui contribuent à la réalisation des besoins physiologiques des êtres humains autant que les zones où ils peuvent se réfugier si leur sécurité physique est menacée. Nous avons créé deux couches différentes. La première couche, 'sécurité alimentaire', montre les principales zones d'accès à la nourriture, le logement et l'eau, telles que les rivières, les terres arables, les zones de pêche, les zones de chasse, et les zones urbaines. Il s'agit d'une version avancée de la carte basique 'l'est de la RDC' sur laquelle nous avons indiqué les zones pertinentes.

HIDEOUT

La carte 'refuges', notre seconde carte portant sur la sécurité, mentionne les zones de jungle ou de montagnes les plus importantes car c'est là que les combattants cherchant un refuge se rendront probablement. Les zones de végétation dense sont indiquées en vert. Nous avons également ajouté une zone tampon de 20 km autour de chaque chef-lieu de contrée et de 10 km autour de chaque route, car nous supposons que ces zones sont régulièrement patrouillées par les FARDC ou la police. Il s'agit là d'un critère général pour lequel IPIS a opté mais qui ne tient pas compte des spécificités de certaines situations et qui peut donc être encore raffiné et discuté.

La carte 'rapports'

REPORTS

La carte 'rapports' fonctionne comme une version cartographique de la colonne 'pour en savoir plus/d'autres références'. Cela comprend une seule couche d'hyperliens. Les liens sont connectés à des lieux spécifiques et redirigent l'utilisateur vers des rapports, des analyses, des articles et tout autre document écrit sur la zone en question. Les hyperliens renvoyant à des documents sur des questions de sécurité dans le Nord et le Sud-Kivu sont rattachés aux chefs-lieux respectifs des deux provinces : Goma et Bukavu.

Analyse

Le 'Grand Nord'

Quand on écrit ou parle du Nord-Kivu, on fait souvent référence au sud de la province en termes de 'Petit Nord' et à la partie septentrionale en termes de 'Grand Nord'. Si les deux régions ne sont pas d'un point de vue légal des unités administratives distinctes, en pratique, on fait une claire distinction entre elles pour des raisons à la fois historiques et ethniques.

EASTERN DRC

Le 'Grand Nord' comprend les territoires de Lubero et de Beni et de deux villes: Beni et Butembo. La grande majorité de la population appartient à l'ethnie des Nande, soit au même groupe qui vit de l'autre côté de la frontière ougandaise. Si Beni est la capitale administrative de la région, Butembo en est le cœur économique. Pendant les années de guerre, le 'Grand Nord' était occupé par un groupe dissident du 'Ralliement congolais pour la Démocratie' (RCD), le 'RCD-Mouvement de Libération (RCD-K/ML)⁷⁹. La zone est connue pour avoir récupéré rapidement de la guerre. Les affaires sont florissantes et à Butembo surtout de nouveaux bâtiments sont construits partout en ville.

La présence des FDLR

FDLR

La présence des FDLR est limitée au sud du territoire de Lubero, près de la frontière du Rutshuru et Walikale. Le 1^{er} bataillon de la Division du Nord-Kivu sous le commandement du Lt. Colonel Damas occupe plusieurs positions dans la région. Le bataillon contrôle toute la zone frontalière dans les trois territoires à l'exception des plus grands centres urbains. Il existe quelques postes de liaison des FDLR un peu plus au nord mais ceux-ci sont d'une importance mineure. En raison de la présence réduite des FARDC à la fin de 2007 (voir plus loin), les FDLR ont eu tendance pendant quelques temps à exercer un contrôle public sur plusieurs villes. Cette situation a cessé.

À côté des FDLR, son mouvement dissident, le RUD, tient des positions dans la région, le quartier général étant situé dans le village de Mashuta. Dans le passé, les deux groupes se sont violemment opposés. À la fin de janvier 2008, pareilles hostilités ont repris.

Les motivations des FDLR

STRATEGIC

Peu de choses semblent pouvoir motiver les FDLR à maintenir leurs positions dans la région : les unités des FDLR dans le sud de Lubero sont très loin de la frontière rwandaise. En conséquence, elles ne peuvent pas lancer d'opération sur le sol rwandais à partir de ces positions. Les FDLR n'occupent que les régions rurales. Ils ont peu de pouvoir d'un point de vue administratif et politique dans le 'Grand Nord'. Il n'y a jamais eu de présence tutsie historique dans la région et le CNDP est trop loin pour pouvoir participer aux combats contre Nkunda. La mine de Unde est située dans le territoire qu'ils contrôlent mais à part cela, il y a peu de ressources naturelles.

NATURAL RESOURCES

On peut avancer deux explications. D'un point de vue stratégique, la région est en quelque sorte l'arrière-cour du QG de la division du Nord-Kivu. Il a donc besoin d'une présence militaire pour le protéger. D'autre part, les troupes des FDLR sont stationnées dans la région depuis longtemps. Elles y ont leurs familles et elles y ont le moyen de s'enrichir. Le sud de Lubero est peut-être une région pauvre en

⁷⁹ Le leader du RCD-K/ML, Mbusa Nyamwisi, est l'actuel ministre des affaires étrangères mais reste politiquement très influent dans la région. Il est originaire de Butembo.

FOOD SECURITY TRADE ROUTES

termes de ressources minérales mais le sol y est fertile et il est situé au milieu de la principale route qui mène aux frontières ougandaise et rwandaise. Les combattants des FDLR ont profité de ces conditions favorables pour organiser un trafic de drogue lucratif. Ils gèrent ce trafic en collaboration avec des soldats des FARDC (ENCADRE 8).

EASTERN DRC

FARDC

ENCADRE 8 : Le trafic de chanvre

Dans la zone frontalière de Lubero, Walikale et Rutshuru, d'énormes quantités de 'chanvre' – la variété locale du cannabis⁸⁰ - sont cultivées. Le contrôle des FDLR se porte sur presque toute la production. Les champs les plus importants sont situés dans les villages de Ikobo, Rusamambu, Bukumbirwa, Buleusa, Miriki, Luofu, Lusogha, Kanandavuko, Lueshe, Mirangi et Kateku. La drogue est cultivée par la population locale et les FDLR, qui contrôlent la plus grosse partie de la production. Chaque récolte rapporte approximativement 10 tonnes de chanvre⁸¹.

Le plus grand centre commercial est situé à Miriki à la frontière avec les territoires de Lubero et de Walikale. Les principaux acheteurs sont les femmes des officiers des FARDC⁸². La 9^{ème} brigade contrôle la route de Goma via Rutshuru. Les femmes des officiers sont les négociants qui achètent la drogue tandis que leurs maris facilitent le transport. La 2^{ème} brigade dont une compagnie était auparavant déployée dans la région à été également impliquée dans ce trafic pendant longtemps⁸³.

Le transport est organisé pendant la nuit. Des jeunes, sous escorte des éléments des FDLR, transportent des sacs de 60 kilos de chanvre sur leur dos depuis les villages jusqu'à la route. La drogue est chargée sur des camions cachée sous une couche de sacs de manioc. Les camions quittent les villes de Kayna, Kanyabayonga ou Kirumba⁸⁴. Une partie du chanvre est consommée sur place. La demande est importante à Goma⁸⁵. Le chanvre non consommé localement est 'exporté' vers le Rwanda et l'Ouganda. Il passe la frontière à Kasindi et Bunagana vers l'Ouganda et à Goma et Bunagana vers le Rwanda.

Ce trafic génère de gros profits. Un sac de 60 kg de chanvre récolté coûte 30\$ dans les villages où les plants sont cultivés⁸⁶. À Kayna et Kanyabayonga, il est revendu au prix de 60 ou 70\$. À Goma, le chanvre est traité et coupé. À Gisenyi (Rwanda), un kilo du produit final coûte 90 à 100\$.

Les officiers les plus importants des FDLR impliqués dans le trafic de drogue sont les commandants Kanyarugano, Bruce, Nsengiyunva et Mushale. Du côté des FARDC, le capitaine Maimuna, le commandant Justin et le capitaine Kabengele de la 2^{ème} brigade des FARDC, déployée précédemment dans la région, profitent de ce trafic⁸⁷. Les nouveaux soldats (et leurs femmes) actuellement déployés à Kayna/Kanyabayonga semblent eux aussi vivement intéressés par le trafic de chanvre⁸⁸.

⁸⁰ <http://fr.wikipedia.org/wiki/chanvre>

⁸¹ Recherche pour le compte d'IPIS, menée en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

⁸² Ibidem.

⁸³ Entretien mené en décembre 2007 par IPIS à Butembo avec le personnel d'une ONG locale. Avant d'être déplacée dans le 'Grand Nord', la 2^{ème} brigade contrôlait l'axe d'exportation vers Kasindi via Beni.

⁸⁴ Recherche pour le compte d'IPIS, menée en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

⁸⁵ Le camp Katindo est connu pour acheter du 'chanvre'

⁸⁶ Le prix d'une chèvre est aussi de 30\$, soit le prix d'un sac de 60 kg de chanvre. C'est à l'origine du phénomène de 'une chèvre pour du chanvre' : les chèvres sont échangées contre des sacs de chanvre. En raison de cette pratique, les chèvres sont convoitées à la fois par les FDLR et les FARDC. Source : entretien mené en décembre 2007 par IPIS à Butembo avec le personnel d'une ONG locale.

⁸⁷ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

⁸⁸ Entretien mené à Goma par IPIS en décembre 2007 avec le personnel d'une ONG locale.

Dans une moindre mesure, une unité de Maï-Maï du PARECO, sous le commandement du major Kafwenye et déployée dans les centres de production de Kateku et Buleusa, tire également profit du trafic de drogue.

Présence des Maï-Maï

MAYI-MAYI

La plupart des unités militaires du PARECO sont déployées dans la région du 'Petit Nord' mais le QG de leur leader, le colonel Kakule Sikula La Fontaine, est situé dans la ville de Bonyatenge dans le territoire de Lubero. Approximativement 1000 combattants Maï-Maï de l'ethnie des Nande vivent dans la région avec La Fontaine.

Plus au nord, diverses unités de l'enfant Baraka opèrent au sein du triangle Vurondo-Kahamba-Mbilinga. Ce groupe n'a pas de QG fixe⁸⁹. Les Maï-Maï du groupe de Barake sont les auteurs de graves atteintes aux droits de l'homme contre la population locale. Ils sont tristement célèbres pour des cas de pillages violents, d'extorsion et de viols.

Les motivations des Maï-Maï

Bonyatenge, le fief du Colonel La Fontaine, est la seule position du PARECO située loin du front avec le CNDP. On ne voit pas ce qui justifierait le maintien par le colonel de forces armées considérables dans une région relativement sécurisée. La protection par un imposant contingent de troupes du QG de La Fontaine est probablement due au fait que celui-ci a remporté le leadership des Maï-Maï contre son principal opposant, le commandant 'Jackson'⁹⁰. Plusieurs leaders Maï-Maï ont été tués dans la région ces dernières années⁹¹. La Fontaine, qui est devenu le seul leader Maï-Maï important parmi les Nande, a besoin de consolider sa position.

INCIDENTS

Les Maï-Maï du groupe de Baraka errent dans une région peu peuplée. Il n'y a aucun groupe armé dans les environs dont la population locale aurait besoin d'être protégée. Au contraire, notre carte 'Incidents' indique même que c'est eux qui posent le plus gros problème de sécurité dans la région. Les Maï-Maï de Baraka n'ont plus de raison pour justifier le fait de porter les armes si ce n'est pour commettre les actes de banditisme dont ils se rendent coupables. Ils assurent leur survie en pillant régulièrement les villages aux alentours et en creusant à la recherche d'or dans diverses mines situées près de leurs positions⁹². La région est clairement indiquée pour qui veut se cacher. Plusieurs Maï-Maï craignent probablement d'être poursuivis pour les crimes qu'ils ont commis et sont dès lors peu désireux de se rendre.

HIDEOUT

Présence des FARDC

FARDC

Le déploiement des FARDC dans le 'Grand Nord' a changé à plusieurs reprises en 2007. Dans un premier temps, deux brigades intégrées entières, la 2^{ème} et la 9^{ème}, contrôlaient la région. Ensuite, en raison d'opérations militaires contre Nkunda, toute la 2^{ème} et la moitié de la 9^{ème} brigade ont quitté la région pour se rendre au 'Petit Nord'. La réduction des forces des FARDC de 75% dans la région où des rebelles ougandais et des milices Maï-Maï non contrôlées erraient toujours inquiétait à la fois la population locale et les observateurs internationaux⁹³.

⁸⁹ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

⁹⁰ Jackson a participé au processus du 'brassage' en octobre 2007. En novembre 2007, un dernier groupe de 300 de ses combattants Maï-Maï a suivi son exemple

⁹¹ La Fontaine a lui-même tué le leader des Maï-Maï, Delemba, qui avait soutenu Jackson.

⁹² Entretien mené en décembre 2007 à Beni par IPIS avec le personnel d'une ONG locale.

⁹³ Entretien en décembre 2007 mené à Beni par IPIS avec un représentant officiel de la MONUC.

C'est pour cela qu'un bataillon de la 13^{ème} brigade et une compagnie de la 4^{ème} brigade ont été envoyés de l'Ituri pour être déployés dans le territoire de Beni. La 15^{ème} brigade a été retirée de l'offensive contre Nkunda et tient actuellement ses positions dans la ville de Butembo et dans le territoire de Lubero.

Motivations des FARDC

CONFLICT ACTORS

Les renforcements envoyés dans le 'Grand Nord' l'ont été pour combler un vide de sécurité temporaire qui existait quand toute la région n'était protégée que par une demie brigade. Le déploiement de soldats de la 13^{ème} brigade dans la région de Oicha et Eringeti est logique au vu de la présence à proximité de rebelles des 'Allied Democratic Forces/National Army for the Liberation of Uganda' (ADF/NALU)⁹⁴. La population locale est contente de la présence des FARDC. Elle les considère comme des soldats disciplinés dont le comportement est décent et elle croit qu'ils sont là pour la défendre et non pas pour la harceler contrairement à la 9^{ème} brigade⁹⁵. Les contingents de la 4^{ème} et de la 15^{ème} brigades à Beni, Butembo et Manguredjipa sont nécessaires pour résoudre le problème des Maï-Maï de Baraka et le groupe Mudohu en sommeil. Le commandant de la 15^{ème} brigade, le colonel Mungura, a mené dans le passé des opérations réussies contre les groupes rebelles en Ituri et dans le Nord-Kivu.

FDLR

La question demeure de savoir pourquoi une partie de la 9^{ème} brigade est toujours présente dans le sud de Lubero, près des positions prises par la 15^{ème} brigade. Une explication partielle pourrait être que les FDLR et le RUD sont présents dans la région. Toutefois, la 9^{ème} brigade ne s'est pas confrontée militairement avec eux récemment et comme nous l'avons vu, ils semblent même bien coopérer avec les rebelles hutus. Une autre explication serait le fait que les brigades qui avaient été précédemment déployées dans le 'Grand Nord' trempaient dans toutes sortes de trafic. Dans le trafic du chanvre abordé plus haut mais aussi dans le trafic de bois tropicaux et de café. Des unités des FARDC sont stationnées aux postes frontières de Kasindi et de 'Kasindi Vieux'⁹⁶. Leur position à la frontière permet aux FARDC de se livrer de manière lucrative à leurs affaires. À moins de 100 m au-delà de la frontière ougandaise à Kasindi se trouve un grand marché de bois. C'est le cœur du trafic d'exportation de bois à partir du territoire de Beni (ENCADRÉ 9).

TRADE ROUTES

ENCADRÉ 9 : Le trafic de bois à Beni

En dépit du fait que le territoire de Lubero recèle également plusieurs forêts qui pourraient être exploitées pour la production de bois, la coupe de bois dans le 'Grand Nord' se limite actuellement au nord de Beni. Les centres de production de bois les plus importants sont situés dans la forêt de Mabalako et près de Oicha et Eringeti. Le volume de bois coupé dans le territoire de Beni s'élevait en 2006 à 2 865 m³⁹⁷. La plus grande partie du bois est coupée de manière artisanale. Les troncs sont sciés en planches dans la forêt même, pour être ensuite acheminées sur la route où elles sont vendues et chargées sur des camions. De nombreuses équipes de bûcherons sont financées et équipées par des

⁹⁴ Les rebelles des ADF/NALU ne sont pas abordés dans ce rapport. Contentons-nous de dire que les ADF et les NALU sont deux mouvements au passé distincts mais qui ont formé une alliance. Ce sont tous les deux des groupes de rebelles ougandais qui se battaient contre le régime ougandais à Kampala (dans le but de le renverser) en utilisant le territoire congolais comme base pour leurs opérations. Contrairement aux NALU, les ADF ont des tendances à l'extrémisme islamique. Les nombres de la coalition ont été réduits de manière drastique après des opérations militaires des FARDC en 2005. Actuellement, on estime leur nombre à pas plus de 900 combattants dans leurs rangs. La moitié d'entre eux est congolaise.

⁹⁵ Entretien mené en décembre 2007 par IPIS à Eringeti avec un chef local et d'autres personnes

⁹⁶ Ce dernier est difficile d'accès et est entouré par plusieurs plantations de café. Toutes les récoltes sont exportées en Ouganda. Selon les personnes interviewées à Beni et à Butembo, le commerce est sous le contrôle complet des troupes des FARDC.

⁹⁷ Forests Monitor, The Timber Trade and Poverty Alleviation. Upper Great Lakes Region. Juin 2007, p. 18.

hommes d'affaires ougandais qui coordonnent la production de bois grâce à des intermédiaires congolais⁹⁸. Les camions acheminent le bois jusqu'à la frontière à Kasindi. Du côté ougandais (Mpondwe), il y a une zone où les étrangers peuvent faire des affaires sans avoir besoin de s'acquitter des formalités à la douane. C'est là que se trouve le marché de bois. Des ressortissants ougandais contrôlent le marché et des Ougandais vendent le bois à des tiers. En conséquence, les Ougandais qui organisent la production et contrôlent le marché d'exportation tirent des plus gros profits de ce trafic que les Congolais. Excepté la production de la société belge, ENRA, qui possède ses propres dispositifs de traitement, tout le bois qui quitte la RDC est de la 'matière brute', non traitée⁹⁹.

L'implication des soldats des FARDC dans ce commerce rentable mais illégal consiste à faciliter le transport du bois et à organiser des transports pour leur propre compte¹⁰⁰. Les camions commissionnés par les officiers des FARDC peuvent passer la frontière sans qu'aucun agent de la douane ou de l'immigration n'ose les arrêter¹⁰¹. Les soldats recourent également à l'intimidation au cours des autres étapes du processus de production de bois, par exemple pour mettre la main sur des bois précieux et rares¹⁰².

Il n'est pas impensable que les unités des FARDC nouvellement déployées ne soient à leur tour impliquées dans ce genre de transactions à moins qu'on ne trouve une solution à leurs soldes trop faibles et au manque généralisé de discipline qui règne au sein des FARDC.

Le 'Petit Nord'

EASTERN DRC

Le 'Petit Nord' est le champ de bataille de l'actuel conflit armé dans l'Est de la RDC. Cette région a été le champ de violences ininterrompues depuis 15 ans. Cela comprend les territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru, Nyiragongo et la ville de Goma. De nombreux groupes ethniques vivent dans la région, y compris un bon nombre de rwandophones. En raison des imposants gisements de cassitérite et de coltan dans le territoire de Walikale, le 'Petit Nord' peut être considéré comme la région la plus riche sur le plan géologique dans ce rapport.

ETHNIC

Présence du CNDP

CNDP

Le CNDP occupe deux zones dans la région du 'Petit Nord' dans le Nord-Kivu : une zone à l'ouest dans les pâturages de l'est de Masisi et de l'ouest de Rutshuru et une zone à l'est dans la région vallonnée de l'est de Rutshuru à la frontière entre la RDC, l'Ouganda et le Rwanda. Jusqu'à peu, le QG du CNDP était situé dans le village de Kitchanga dans la zone CNDP à l'ouest. Toutefois, depuis la reprise des hostilités à la fin 2007 et l'offensive des FARDC en décembre, Nkunda a transféré son QG à Kiroliro¹⁰³. La zone de Kiroliro et Gandjo est plus éloignée de la ligne de front et donc plus sécurisée. Le QG de la zone de l'est est situé à Runyoni. Les autres forteresses du CNDP sont Mushaki et Tongo¹⁰⁴.

⁹⁸ Entretiens menés en décembre 2007 par IPIS à Beni et Eringeti.

⁹⁹ Entretien mené en décembre 2007 par IPIS à Beni avec ENRA.

¹⁰⁰ Entretien mené à Eringeti avec un négociant de bois par IPIS en décembre 2007.

¹⁰¹ Entretien mené en décembre 2007 à Kasindi avec un représentant officiel du service de migration (DGM).

¹⁰² Forests Monitor, The Timber Trade and Poverty Alleviation. Upper Great Lakes Region. Juin 2007, p. 60.

¹⁰³ Au même moment, le camp d'entraînement des CNDP à Bwiza était abandonné. Les nouvelles recrues sont actuellement entraînées dans la forêt près de Gandjo.

¹⁰⁴ Rapport écrit confidentiel d'EUSEC, août 2007.

Les motivations du CNDP

NATURAL RESOURCES

Contrairement à ce qu'on croit en général, Nkunda et son mouvement ne tirent que des profits limités des activités minières. Le territoire sous contrôle du CNDP¹⁰⁵ ne contient que peu de sites miniers importants. Le plus important (en termes de revenus pour le CNDP) est la mine de 'Mumba/Bibatama' sur la rive droite de la rivière de Bibatama dans la zone de Ngungu en territoire de Masisi¹⁰⁶. A Mumba/Bibatama, il y a trois 'carrés' importants (D1, D2 et D3) renfermant de la cassitérite, du coltan et dans une moindre mesure de la wolframite. Un de ces sites, D2, appartient au sénateur Mwangachuchu. Sa compagnie, Mwangachuchu Hizi International (MHI) est la seule à posséder un permis d'exploitation¹⁰⁷. Chacun des zones minières compte 200 à 300 creuseurs au travail, soit un total de 600 à 900. Les soldats du CNDP sont présents sur chaque site pour assurer la 'sécurité'. Ils lèvent des taxes sur les creuseurs – 1 dollar par kilo de minerai – et certains creusent même pour le compte de leurs supérieurs¹⁰⁸.

TRADE ROUTES

Une autre source de revenus pour le CNDP sont les taxes qu'il lève aux barrages sur le transport de minerais, de bois et d'autres produits. Un premier barrage important est situé sur la route de Walikale à Goma au niveau de Mushaki. La population locale estime que Nkunda reçoit ainsi 10 000 dollars chaque semaine rien qu'en taxant les véhicules qui passent le barrage¹⁰⁹. Un second barrage se trouve à Kitchanga sur la route reliant Peti à Sake/Goma. En moyenne, un camion transportant du bois doit payer 150 dollars pour passer Kitchanga¹¹⁰. Souvent les véhicules doivent donner une certaine quantité d'essence aux rebelles. Les revenus provenant des taxes et des mines sont considérables. Ils aident certainement le CNDP à maintenir ses structures administratives et son effort de guerre. Cependant, ils sont trop limités pour pouvoir affirmer que Nkunda et son armée s'enrichissent personnellement.

COMBATS

L'affirmation du CNDP selon laquelle il se batte contre les FDLR reste en partie vraie. Cela n'apparaît pas dans nos cartes car cette période est antérieure au temps que couvre le rapport mais au début de 2007, peu après la création des brigades mixées, des unités militaires loyales à Laurent Nkunda menèrent une série d'opérations violentes contre les camps des FDLR¹¹¹. Les combats entre le CNDP et les FDLR se sont poursuivis au cours de la deuxième moitié de 2007 quand les FDLR ont fait équipe avec les FARDC au cours de leur offensive. Au début 2008, même après que le cessez-le-feu a été proclamé à la Conférence de Paix de Goma, plusieurs clashes violents entre le CNDP et les FDLR ont été constatés¹¹². Par ailleurs, tout au long de l'année, le CNDP a arrêté, torturé et tué

¹⁰⁵ Il est à remarquer qu'au cours de l'offensive des FARDC de décembre 2007, des combats lourds ont eu lieu près de la mine de Lueshe. Lueshe est une des deux seules zones minières en RDC qui contiennent du pyrochlore. A partir du pyrochlore, on peut extraire le niobium. Le niobium est en passe de devenir de plus en plus intéressant car il est un composant dans des appareils technologiques (source : Johnson D. & Tegera A., Digging Deeper: How the DR Congo's mining policy is failing the country, Rapport de l'Institut Pole, décembre 2005, p. 40). Actuellement, la mine n'a pas d'importance dans le financement direct du CNDP car elle n'est pas opérationnelle, en raison de problèmes tant légaux que d'infrastructure. En 2006, 8,6 tonnes de minerais furent vendus sur le marché mais il s'agissait d'un vieux stock (source : Division provinciale des mines du Nord-Kivu, Rapport Annuel 2006, mars 2007, p. 10). Toutefois, la valeur potentielle de la mine de Lueshe est énorme. La mine est contrôlée par Modeste Makabuza, un homme d'affaires tutsi de Goma et le frère d'Alexis Makabuza, qui, selon plusieurs sources locales, est un financier important du CNDP.

¹⁰⁶ Il ne faut pas confondre la mine de Mumba/Bibatama avec la colline et le village de Bibatama au bord du Parc des Virunga près de Kiroliwwe

¹⁰⁷ D1 appartient à Mr Turikunkiko et D3 à Mr Hitimana et Mr Bazinga. Source : recherches pour le compte d'IPIS, menées en février 2008 par des chercheurs locaux.

¹⁰⁸ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en février 2008 par des chercheurs locaux.

¹⁰⁹ Entretien mené par IPIS à Goma en décembre 2007.

¹¹⁰ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en février 2008 par des chercheurs locaux.

¹¹¹ Les combats a entraîné un déplacement massif de la population locale et de nombreuses souffrances. Les opérations n'ont pas été couronnées de succès.

¹¹² Il est difficile de vérifier quelle partie a commencé l'offensive car elles s'accusent l'une l'autre. On peut

des civils accusés de collaborer avec les FDLR.

TUTSI REFUGÉES

Quand le CNDP affirme se battre pour le retour des 45 000 réfugiés dans les camps de l'autre côté de la frontière, ce n'est pas tout à fait faux. Les zones sous contrôle de Nkunda sont les zones d'où les réfugiés sont pour la plupart originaires. Les batailles qui se sont déroulées les six derniers mois étaient souvent concentrées autour des villages des réfugiés tutsis. Toutefois, Nkunda peut difficilement passer pour le protecteur de son peuple qui cherche rien d'autre que la liberté et le bien-être de celui-ci. La présence des soldats du CNDP pose un sérieux problème de sécurité pour les habitants des territoires occupés. Ils n'ont pas le droit de quitter la zone, même s'ils risquent de 'dommages collatéraux' des attaques contre le CNDP¹¹³. Il y a plusieurs rapports qui établissent que des gens ont dû quitter leur véhicule alors qu'ils tentaient de quitter Kitchanga¹¹⁴. Par ailleurs, les gens dans les zones du CNDP souffrent directement de la présence des rebelles en raison du travail forcé, du recrutement forcé et d'autres actes de violences.

FOOD SECURITY

Le fait que Nkunda semble se soucier plus du territoire tutsi que des Tutsis eux-mêmes renforce l'argument défendu par divers observateurs selon lequel Nkunda défend les intérêts de certains hommes d'affaires puissants possédant des propriétés dans la région. Apparemment, plusieurs de ces hommes d'affaires contribuent financièrement au CNDP. Excepté les importants sites miniers de Lueshe et de Mumba/Bibatama abordés plus haut, certains supporters de Nkunda possèdent d'importants intérêts dans l'élevage de bovins. La région de Masisi est caractérisée par ses pâturages vallonnés, qui lui ont valu le surnom de la 'Suisse de l'Afrique'. De grandes fermes parsèment le paysage où l'on élève les fameuses 'vaches sans frontières'. (ENCADRE 10)

ENCADRE 10 : Les vaches sans frontières

Les 'vaches sans frontières' viennent du Rwanda où le lait frais est bien plus populaire qu'en RDC¹¹⁵. Comme le Rwanda manque de pâtures, les vaches sont acheminées en RDC dans les régions autour de Goma et de Masisi. Les jeunes vaches de peu de valeur sont élevées en RDC avant de retourner au Rwanda où elles sont vendues à un prix élevé.

Une vache adulte vaut 600 dollars au Rwanda. Nkunda possède lui-même un troupeau de plusieurs centaines de têtes de bétail. Plusieurs autres membres du CNDP sont également propriétaires de leurs propres troupeaux de vaches¹¹⁶.

En 2007, année émaillée de violences, beaucoup de vaches ont été soit volées soit tuées. En conséquence, de nombreux troupeaux ont été renvoyés au Rwanda pour les protéger¹¹⁷.

Dans la région, il existe une rumeur selon laquelle Nkunda tenterait de créer une république séparée. Il a en effet créé des structures administratives dans les zones sous son contrôle et à une époque, il a proclamé sa propre 'République des Volcans'. Pourtant il ne cherche probablement pas le vrai pouvoir. Il n'a jamais sérieusement tenté de défier la MONUC et attaquer la capitale provinciale de Goma. Par ailleurs, quand le système des brigades mixées a échoué, la brigade

cependant raisonnablement supposer que le CNDP a commencé au moins quelques-unes des attaques.

¹¹³ Selon plusieurs sources de la MONUC à Goma, Laurent Nkunda a utilisé son peuple comme bouclier humain au cours de l'offensive des FARDC en décembre 2007.

¹¹⁴ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en janvier 2008 par des chercheurs locaux.

¹¹⁵ Parmi les Tutsis.

¹¹⁶ Par exemple: Kibonge Kasemari, Ndungutse Emmanuel et Ngarambe Bizimana

¹¹⁷ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en février 2008 par des chercheurs locaux.

COMBATS

Bravo, qui était sous son contrôle, s'est retirée spontanément du chef-lieu du territoire de Rutshuru. Nkunda ne contrôle pas non plus le chef-lieu du territoire de Masisi alors qu'il aurait pu essayer de le prendre le 12 décembre alors que la ville était quasiment vidée de ses civils et ses soldats.

Présence des FDLR

FDLR

Le 'Petit Nord' est la région qui concentre la plus grande quantité de troupes des FDLR en RDC. La région héberge autant d'unités militaires que tout le Sud-Kivu. Le QG du mouvement est situé à Kalonge dans le territoire de Masisi. En dehors des deux zones occupées par les troupes de Nkunda, la ville de Goma et la partie occidentale du territoire de Walikale, les FDLR sont déployés dans toute la région.

Motivations des FDLR

Les FDLR sont suffisamment près de la frontière rwandaise pour lancer des opérations sur le sol rwandais. Mais leur capacité est limitée. Si la majorité de leurs forces sont concentrées dans le sud de Masisi et Walikale, un seul bataillon tient des positions dans l'est de Rutshuru¹¹⁸. En plus, il n'y a eu ces trois dernières années aucune incursion au Rwanda. Les FDLR adoptent une posture défensive en direction de la frontière rwandaise. Ils ne semblent pas avoir l'intention de défier le régime de Kigali sur le plan militaire dans un proche avenir. Les FDLR ne mènent pas la guerre contre les Tutsis congolais non plus. Ils se confrontent au CNDP dans diverses zones mais la carte 'Combats' indique que plus souvent, les FARDC et le PARECO prennent l'initiative de combattre Nkunda.

COMBATS

FDLR

Les FDLR sont un facteur de pouvoir militaire important dans le 'Petit Nord' mais son influence politique est limitée. Même s'ils exercent un contrôle sur une grande partie de la vie quotidienne dans la majorité des zones rurales à l'extérieur des deux zones du CNDP, ils ne contrôlent aucune grande ville. Ils ne recherchent clairement pas le pouvoir politique dans la région.

HIDE-OUT

Les FDLR se sont positionnées dans des zones de jungle avec des fortes concentrations de troupes aux marges du Parc des Virunga, dans la Réserve du Sud-Masisi, au bord sud de la Réserve Naturelle de Tayna et dans l'est de Walikale. Ils ne semblent pas redouter la proximité des grandes routes mais leurs positions dans la forêt indiquent en tout cas leur intention de poursuivre leur existence semi-cachée.

NATURAL RESOURCES

Les ressources qu'ils peuvent tirer des activités minières demeurent une motivation importante pour les FDLR. Plusieurs gisements de cassitérite et de coltan se trouvent dans les régions sous leur contrôle. Ils n'occupent pourtant pas de site minier important et n'ont jamais essayé d'en conquérir.

Leur principale motivation est la survie. Certains attendant un changement politique à Kigali qui permettrait de restaurer le dialogue direct. D'autres n'ont que peu de raisons pour changer la situation actuelle car elle leur permet de s'enrichir (pour le cas échéant sortir de la jungle congolaise). Et pour finir, il y a ceux qui redoutent des poursuites judiciaires au Rwanda. Pour eux, cette semi-clandestinité dans la jungle congolaise demeure leur meilleure option.

Présence des Maï-Maï

MAYI-MAYI

Excepté le QG de leur commandant en chef, le colonel La Fontaine, toutes les troupes du PARECO sont déployés dans le 'Petit Nord'. Les Maï-Maï d'ethnie

¹¹⁸ Sans tenir compte de l'unité d'élite à Nyamilima et plus au nord.

hunde sous le commandement du colonel Ntasibanga opèrent dans la partie nord de Masisi et l'est de Walikale. Les guerriers hutus du Colonel Mugabo tiennent leurs positions au sud de Masisi. Les milices de Mugabo ont le plus grand nombre de combattants au sein du PARECO. De nombreux soldats de Mugabo se sont auparavant battus avec Nkunda avant de désert¹¹⁹. Ils ont quitté le CNDP quand il est devenu clair que l'affirmation selon laquelle il s'agissait d'un mouvement entièrement destiné aux rwandophones ne reposait sur rien. Les troupes de Mugabo et de Ntasibanga sont stationnées dans les zones où les FDLR ont également des positions importantes.

A côté de la coalition du PARECO, il n'y a pas d'autres groupes importants de Maï-Maï dans le 'Petit Nord'. Avant novembre 2007, le colonel Kasereka et ses 'Forces Armées Populaires pour la Libération' (FAPL) étaient actifs dans le nord-ouest de Rutshuru, commettant de graves violations des droits de l'homme. Dans une évolution positive, le 27 octobre, Kasereka et 30 de ses combattants se sont rendus.

Motivations des Maï-Maï

COMBATS

Au cours de décembre 2007, pendant l'offensive contre le CNDP, le PARECO s'est révélé des combattants motivés. Dans les communications de la MONUC sur les confrontations armées au début de 2008, le PARECO est mentionné la plupart du temps comme les belligérants qui s'opposent au CNDP¹²⁰. La carte des 'Acteurs des conflits' montre que le PARECO s'est positionné sur presque tous les fronts contre le CNDP. Dès lors, il ne reste quasiment aucun doute quant aux intentions de la coalition de combattre le CNDP ou du moins de les arrêter.

CONFLICT ACTORS

Le PARECO est sans doute déterminé à attaquer les forces tutsies et à s'opposer par les armes au retour des réfugiés tutsis congolais mais ils ont clairement échoué dans leur mission de protéger la population du Kivu des FDLR. Au contraire, comme nous l'avons vu plus haut, il y a une coopération évidente entre le PARECO et les FDLR¹²¹. C'est pourquoi il est peu convaincant d'entendre le PARECO affirmer qu'il a été créé pour mettre fin aux souffrances de la population congolaise.

Comme tous les autres groupes armés de l'Est de la RDC, le PARECO a des intérêts dans les mines. Cependant, en étudiant leurs positions, il apparaît clairement que les zones minières ne sont que des zones de deuxième importance pour lui. Il ne contrôle pas les grandes zones minières et ne se batte pas non plus pour elles.

Les Maï-Maï du PARECO ne se battent pas pour le pouvoir politique. Leurs actions ne sont pas dirigées contre le gouvernement congolais et ils n'attaquent pas non plus les FARDC.

FOOD SECURITY

La question de la survie est probablement primordiale à leurs yeux. Leurs continuelles opérations militaires contre les positions du CNDP indiquent qu'ils veulent gagner du territoire aux dépens de Nkunda. En raison de la présence du Parc des Virunga, l'espace disponible dans les territoires de Masisi et de Rutshuru est limité. La région a un passé de conflits entre les groupes ethniques portant sur

¹¹⁹ International Crisis Group, Congo: Bringing Peace to North-Kivu, Africa Report N° 133, 31 octobre 2007, p. 11

¹²⁰ Toutefois, il est à remarquer qu'il est devenu difficile de distinguer les opérations du PARECO de celles des FDLR. Il est possible que les FDLR aient à plusieurs occasions caché leur implication derrière la façade du PARECO car ce mouvement est légèrement mieux accepté (et politiquement plus correct) aux niveaux local et international.

¹²¹ En plus, Mugabo ainsi que La Fontaine sont tous les deux connus pour leurs excellentes relations avec les FDLR. Alors que La Fontaine a aidé les FDLR dans leur combat contre le RUD à Lubero (source : entretien mené par IPIS avec un représentant de la MONUC en décembre 2007), Mugabo est dépeint par plusieurs observateurs comme un Hutu extrémiste.

ENCADRE 11 : Conflits fonciers à Masisi/Rutshuru

Au cœur du conflit autour des terres fertiles se trouvent les diverses revendications sur la propriété de la terre et le droit coutumier de distribution des terres. La principale division porte entre les rwandophones du Nord-Kivu (dont un bon nombre furent transplantés du Rwanda au Congo par les colonisateurs belges) et les habitants hundes 'originaux'. À plusieurs époques de l'histoire, les deux groupes avaient leurs propres chefferies avec leurs chefs traditionnels qui réglaient les questions liées à la terre. Les constants changements de l'organisation administrative des Kivus, combinées aux diverses législations sur les sols et la question apparemment infinie de la citoyenneté congolaise des rwandophones ont créé la confusion dans les revendications portant sur les terres¹²². L'afflux massif des rwandophones depuis le génocide a achevé de perturber le délicat équilibre entre les deux groupes de population de Masisi et de Rutshuru. D'autres divisions, comme par exemple celle entre Hutus et Tutsis, compliquent encore plus la question.

Présence des FARDC

FARDC

La plus grosse partie des forces des FARDC dans l'Est de la RDC sont déployées dans le 'Petit Nord'. Les soldats de 8 différentes brigades de l'armée sont actuellement stationnés dans la région. Les troupes des FARDC sont concentrées dans les centres urbains et le long des routes principales. 7 brigades opèrent dans les territoires de Masisi et Rutshuru, les zones contestées par le CNDP de Laurent Nkunda. Dans l'immense territoire de Walikale, une seule brigade FARDC, la 85^{ème}, est déployée. La 85^{ème} brigade est la seule unité des FARDC dans le Nord-Kivu qui ne soit pas passée par le processus ni de 'brassage' ni de 'mixage'. La brigade est commandée par le colonel Samy Matumo et contrôle la ville de Walikale, la piste d'atterrissage et plusieurs villages voisins.

Motivations des FARDC

COMBATS

En général, les brigades des FARDC dans les territoires de Rutshuru et de Masisi sont là pour des raisons opérationnelles. La plupart des unités déployées dans le 'Petit Nord' ont participé aux opérations contre le CNDP début de décembre 2007. Certaines brigades ont subi des pertes sévères. Les troupes des FARDC sont concentrées dans des zones peu intéressantes en termes de profits. Leurs positions sont clairement liées à l'offensive militaire. Si l'on regarde d'un peu plus près les fronts des opérations militaires de décembre 2007, il apparaît clairement que les FARDC ont tenté de conquérir et de conserver plusieurs zones stratégiques : par exemple, le corridor de Mushaki vers Goma, la hauteur stratégique de Katale et l'accès au lac Kivu à Minova. Il y a également eu une bataille soutenue pour l'important site minier de Lueshe.

STRATEGIC

INCIDENTS

Même si les FARDC sont déployées dans la région pour défendre le pays et assurer la sécurité, elles constituent elles-mêmes une menace. Elles ont une réputation d'extorsions et de violences sexuelles. Par ailleurs, elles se montrent plus que sélectives dans leur choix de mesures de sécurité car elles essaient de régler le problème du CNDP tout en laissant les FDLR tranquilles. Même leur prise de position vis-à-vis du CNDP n'est pas aussi tranchée que cela. Aux

¹²² Barouski D., Laurent Nkundabatware, His Rwandan Allies, and the Ex-ANC Mutiny: Chronic Barriers to Lasting Peace in the Democratic Republic of the Congo, 1ère édition, février 2007, p. 424.

FARDC

niveaux supérieurs du commandement, il y a des positions contradictoires quant aux actions militaires à mener contre Nkunda qui garde des amis (ou du moins de bons contacts) parmi les officiers hauts gradés des FARDC¹²³.

Au-delà de l'image générale, une position spécifique FARDC dans le territoire de Rutshuru mérite qu'on s'y attarde. Vitshumbi est une ville située au bord du Lac Edouard. La 15^{ème} brigade y est actuellement déployée. Auparavant, il s'agissait de la 9^{ème} brigade. A Vitshumbi des unités des FARDC tant des forces navales que des forces terrestres auraient participé à la pêche illégale qui a lieu dans la région¹²⁴.

NATURAL RESOURCES

TRADE ROUTES

Les motivations de la 85^{ème} brigade sont une toute autre histoire. Le territoire de Walikale est extrêmement riche en cassitérite. 70% de la cassitérite qui arrive aux comptoirs de Goma proviennent du territoire le plus à l'est du Nord-Kivu¹²⁵. La plus grande quantité de cassitérite qui arrive à Goma est acheminée par avion depuis la piste de Walikale. Les soldats des FARDC maintiennent leurs positions dans cette zone afin de tirer des profits considérables des minerais.

Bisiye, le centre minier le plus productif du Nord-Kivu, est situé à deux jours de marche de Walikale. Bisiye est contrôlé par les soldats de la 85^{ème} brigade des FARDC (ENCADRE 12).

ENCADRE 12 : Bisiye

Bisiye doit son nom à la rivière qui coule aux pieds de la mine. La zone comprend 57 puits où travaillent plus de 1 000 mineurs en sous-sol. En dehors des énormes quantités de cassitérite, le site contient aussi du diamant, du coltan et de la bauxite. A Bisiye, le conflit est important. La propriété de la concession minière, par exemple, fait l'objet d'une âpre dispute entre deux entreprises, 'Mining Processing Congo' (MPC) et le 'Groupe Minier Bangandula' (GMB)¹²⁶. Il est intéressant de noter que l'une des personnes clé derrière le GMB n'est rien d'autre qu'Alexis Makabuza qui serait l'un des principaux financiers du CNDP. Le cas de Bisiye est complexe et exige plus que ces quelques paragraphes d'explication. Pourtant, Bisiye a été étudié de manière approfondie par un Groupe d'experts de l'ONU et a été l'objet de nombreux rapports¹²⁷. Pour le lecteur intéressé, merci de se référer à la liste de liens de la carte 'Rapports'.

Dans le cadre de cette analyse, considérer uniquement le rôle des

¹²³ Ceci était illustré par l'offensive de décembre 2007, quand au cours de la 2^{ème} semaine des opérations, les FARDC ont perdu tout le territoire qu'elles avaient repris au CNDP (et plus) la semaine précédente. Ce qui s'est réellement passé n'est pas encore clair mais il est sûr que l'apparition soudaine du commandant des forces terrestres, le général Amisi, le 11 décembre constituait l'événement majeur qui a permis le renversement de la situation sur la ligne de front. Amisi a rencontré à Mushaki le commandement régional et les commandants des brigades. Différentes versions existent quant aux décisions qui sont sorties de cette réunion mais elles ont entraîné la perte de nombreuses vies humaines et un retrait chaotique des soldats des FARDC de plusieurs positions dans le sud de Masisi. Les chercheurs d'IPIS ont contacté plusieurs commandants présents à la réunion mais ne sont pas parvenus à reconstruire ce qui s'était réellement passé. Les FARDC ont organisé une enquête interne.

¹²⁴ Entretien mené par IPIS à Kinshasa avec un agent de la sécurité en novembre 2007. En raison de restrictions pratiques, IPIS n'a pas pu obtenir d'éléments concrets sur la situation à Vitshumbi.

¹²⁵ Garret N., The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) and Artisanal and Small-Scale Mining (ASM), version provisoire, octobre 2007, p. 24.

¹²⁶ Division provinciale des mines du Nord-Kivu, Rapport Annuel 2006, mars 2007, p. 10.

¹²⁷ Les plus importants sont notamment :

- Miller J., Tin soldiers, reportage de Channel 4, juin 2005.
- FinnWatch, Connecting Components, Dividing Communities, Tin production for consumer electronics in the DR Congo and Indonesia, décembre 2007, 59p.
- Global Witness, Under-Mining Peace. Tin: The Explosive Trade in Cassiterite in Eastern DRC, juin 2005.
- Tegera A. & Johnson D., Rules for Sale: Formal and Informal Crossborder Trade in Eastern DRC, Rapport de l'Institut Pole, mai 2007.
- Garret N., The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) and Artisanal and Small-Scale Mining (ASM), version provisoire, octobre 2007, 47 p.

FARDC sur le site minier est suffisant. La 85^{ème} brigade des FARDC, commandée par le colonel Samy Matumo et composée d'ex-combattants Maï-Maï, contrôle l'accès à la mine et une grande partie des activités minières. Des soldats de la 85^{ème} brigade volent aux autres creuseurs, ils collectent des taxes illégalement, violent, torturent et contraignent la population à travailler pour eux¹²⁸. Le colonel Matumo organise l'exploitation de plusieurs puits lui-même et est connu pour sa fortune personnelle. Les revenus de la 85^{ème} brigade suffisent amplement à satisfaire leurs besoins et leur implication dans le trafic minier va loin. En août 2006, l'administrateur du territoire de Walikale, Dieudonné Tshishiku Mutoka, a signé un accord avec le GMB. En échange de 10% de leur production hebdomadaire et plusieurs autres avantages, l'administrateur assurerait la sécurité du GMB¹²⁹. Pourtant, le seul groupe capable de garantir la sécurité à Bisiye sont les FARDC.

L'importance de la mine pour les soldats est illustrée également par le fait que dans le passé, différentes factions au sein de la 85^{ème} brigade se sont même battues entre elles pour le contrôle du site.

Le Nord du Sud-Kivu

EASTERN DRC

La limite sud de nos cartes est constituée par le parallèle situé à la latitude de 3° sud. Nos cartes et notre rapport analysent les questions de sécurité dans les territoires de Kalehe, Kabare, Walungu, Idjwi, la moitié nord de Shabunda et la ville de Bukavu. La région a eu un passé violent en raison des guerres du Congo. Actuellement, seules les FARDC et les FDLR conservent une présence significative d'hommes armés dans la région.

Présence des FDLR

FDLR

Trois bataillons des FDLR tiennent des positions dans la région. Comme dans le Nord-Kivu, des grandes parties de la région sont sous leur contrôle mais ils restent loin des plus grandes villes. Les FDLR sont présentes aux alentours du Parc de Kahuzi-Biega. Dans le parc, les hutus rwandais ont installé un campement où vivent plus de 5 000 civils¹³⁰. Dans le village de Makutano (alias Kigali II), les FDLR auraient construit des écoles et des centres médicaux¹³¹. Il faut noter que le contrôle des FDLR porte sous quasiment toute la zone frontalière entre le Sud et le Nord-Kivu.

Motivations des FDLR

La présence des FDLR dans le Nord Shabunda et à Kalehe est en partie due à des raisons stratégiques. Les FDLR connaissent bien le parc de Kahuzi-Biega qui s'étend au-delà de la frontière du Nord-Kivu. Ils contrôlent également la frontière à l'extérieur du parc, notamment à Hombo¹³². Ils peuvent déplacer du matériel ou du personnel dans la zone forestière de leur division du Sud-Kivu au nord (et vice-versa) sans se faire remarquer. C'est un avantage non négligeable pour un mouvement militaire qui déplace régulièrement ses unités et recourt à la tactique de guérilla dans le combat.

¹²⁸ FinnWatch, Connecting Components Dividing Communities, décembre 2007, pp. 27-28.

¹²⁹ Conseil de Sécurité de l'ONU, Final Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo, pursuant to Security Council Resolution 1698, 18 juillet 2007, p. 19.

¹³⁰ Entretien réalisé par IPIS à Bukavu avec une personne travaillant pour une organisation de préservation des parcs en décembre 2007.

¹³¹ Rapport écrit confidentiel de la MONUC, novembre 2007.

¹³² Entretiens menés par IPIS à Bukavu en décembre 2007.

HIDE-OUT

Le même schéma observé dans le Nord-Kivu s'applique aux cartes du Sud-Kivu. Les FDLR préfèrent rester dans les zones difficiles d'accès et éviter les plus grands centres urbains ainsi que les zones fortement peuplées. En termes généraux, elles recherchent les meilleurs endroits où se réfugier. Pour assurer leur survie, elles protègent les lignes d'approvisionnement via lesquelles elles reçoivent leurs ravitaillements et via lesquelles elles transportent les productions agricoles et minières au marché.

Toutefois, le contrôle qu'exercent les FDLR sur les routes secondaires vise aussi un autre objectif. Elles profitent de leurs positions pour exiger des taxes à tous ceux qui passent. Un exemple tristement célèbre est le tronçon de route des '6 barrières' (ENCADRÉ 13).

ENCADRÉ 13 : La route des '6 barrières'

Une route principale relie Bukavu à Shabunda. Elle bifurque de la route principale vers Mwenga et passe par le territoire de Walungu. La route longe la limite sud du parc de Kahuzi-Biega sur plus de 100 km. Ce tronçon de route est sous le contrôle total des FDLR. Entre le marché de Nzibira et la bifurcation au village de Kigulube, le mouvement militaire a érigé six barrières consécutives où il exige des taxes à chacune d'elles¹³³. Pour passer le barrage, il faut payer en moyenne 1 dollar par personne et deux dollars par vache¹³⁴. Tous ceux qui paient sont ensuite escortés jusqu'à la prochaine barrière.

NATURAL RESOURCES

Les positions des FDLR sont clairement liées à la présence de ressources naturelles aussi. Les combattants des FDLR à Shabunda et Walungu exploitent un nombre de sites miniers. Ils font payer des taxes sur les activités minières, les organisent et parfois vont jusqu'à eux-mêmes creuser¹³⁵. Toutefois, aucune mine importante, de la taille de celle de Bisiye ou Kamituga (territoire de Mwenga), ne se trouve sur leur territoire.

Comparé au passé, il y a peu d'incidents violents dans la région. Ceci s'expliquerait sans doute par le fait que les FDLR sont parvenues à mettre en place un système stable de revenus. Ils disposent d'approvisionnements stables de nourriture et d'autres produits¹³⁶. Ils n'ont donc plus besoin de recourir au pillage, vol ou braquage.

Présence des Maï-Maï

MAYI-MAYI

Il n'y a pas de groupes actifs de Maï-Maï dans le nord du Sud-Kivu excepté dans quelques zones minières de Kalehe et Shabunda.

Motivations des Maï-Maï

NATURAL RESOURCES

Le petit nombre de groupes de Maï-Maï restant dans la région n'est pas là pour défendre la population. Leur seul intérêt est le profit qu'ils peuvent tirer des mines. A Shabunda, quelques éléments Maï-Maï épars sont restés et affirment servir toujours sous le commandement de Jonas Padiri¹³⁷ sont restés.. Dans l'extrême nord de Kalehe, le PARECO a également déployé des unités. Ils y ont installé une présence considérable sur le site de Numbi, un endroit qui semble susciter les convoitises de tous les acteurs armés dans le Kivu. (ENCADRÉ 14).

¹³³ Entretiens menés par IPIS à Bukavu en décembre 2007.

¹³⁴ Rapport écrit confidentiel de la MONUC, novembre 2007.

¹³⁵ Entretiens menés par IPIS à Bukavu en décembre 2007.

¹³⁶ Entretiens menés par IPIS à Bukavu en décembre 2007.

¹³⁷ Recherches pour le compte d'IPIS menées en décembre 2007 par des chercheurs locaux.

ENCADRÉ 14 : Numbi : tout le monde est impliqué

La mine de Numbi était une source importante de revenus pour le RCD pendant les guerres du Congo¹³⁸. Les minéraux les plus importants extraits du site de Numbi et alentour sont la cassitérite, le coltan, le manganèse et la tourmaline. Tous les belligérants abordés dans ce rapport reçoivent très probablement des fonds directs ou indirects des activités minières de Numbi.

Le centre de Numbi est sous le contrôle de soldats de la 14^{ème} brigade intégrée du colonel Rugayi. Le PARECO contrôle les puits à l'intérieur des terres. Des unités militaires du PARECO et des FDLR sont stationnées près dans les villages de Lusirandaka (10 km au nord du village de Numbi) et de Nyawarongo (20 km au sud)¹³⁹. Ces trois groupes fréquentent les sites miniers. Ils réalisent tous des profits considérables grâce aux taxes et à l'exploitation. Ils ne s'opposent pas les uns aux autres car ils disent se battre contre le même ennemi¹⁴⁰.

Toutefois, il est vraisemblable que des revenus générés par la mine arrivent également chez Nkunda et le CNDP. La propriété de la mine est en grande partie entre les mains de fermiers tutsis¹⁴¹. Il y a 4 puits importants possédés par : Mr Kamari, Mr Karoko, Mr Bikamiro et Mr Nibizi¹⁴². Les trois premiers sont des Tutsis congolais, le quatrième est un Hutu congolais. Plus important, un des opérateurs majeurs de la mine est Edouard Mwangachuchu, le même homme d'affaires qui gère la mine D2 de Mumba/Bibatama à Masisi¹⁴³.

Présence des FARDC

FARDC

Avant une série de mouvements de troupes vers le Nord-Kivu pour soutenir les opérations militaires contre le CNDP, quatre brigades des FARDC ont été déployées dans la région. Une brigade, la 14^{ème}, est complètement partie pour le Masisi. D'une autre, la 3^{ème} brigade, un bataillon a été envoyé dans le nord. Les deux seules unités complètes qui restent sont la 11^{ème} brigade intégrée à Shabunda et le 'Groupe de combat' à Kalehe et Kabare.

Il y a une petite présence de soldats des FARDC sur l'île pacifique de Idjwi¹⁴⁴.

Motivations des FARDC

INCIDENTS

La situation est calme à Shabunda. Comparé à la plupart des autres territoires dans le Nord et le Sud-Kivu, il y a très peu d'incidents de sécurité. Il y a une présence considérable des FDLR au nord et à l'est des territoires mais ces troupes sont disciplinées et gagnent bien leur vie grâce aux activités minières et agricoles et à la taxation. C'est d'autant plus étonnant que toute une brigade intégrée est déployée dans ce territoire. Certes, la majorité des unités de la 11^{ème} brigade

¹³⁸ Il est intéressant de noter qu'en 2001, un Groupe d'Experts de l'ONU était informé que les forces d'occupation de l'Armée Patriotique Rwandaise (RPA) avaient importé du Rwanda 1 500 prisonniers, dont certains étaient d'anciens réfugiés, pour creuser le coltan dans la zone de Numbi : Conseil de sécurité de l'ONU, Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo, 12 avril 2001, p. 12.

¹³⁹ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en février 2007 par des chercheurs locaux.

¹⁴⁰ Ibidem.

¹⁴¹ Mutabazi A. & Sanganyi Y., Etat de l'industrie minière extractive en RDC. Le cas du coltan, Rapport OSISA, août 2007, p. 6.

¹⁴² Recherches pour le compte d'IPIS, menées en décembre 2007 par des chercheurs locaux.

¹⁴³ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en février 2008 par des chercheurs locaux.

¹⁴⁴ Les chercheurs d'IPIS n'ont pas pu découvrir à quelle unité ils appartiennent.

CONFLICT ACTORS

est stationnée dans le nord de Shabunda, la même zone que les FDLR mais, semble-t-il, elles se sont soigneusement partagées le territoire entre elles. Les FARDC et les FDLR ne se provoquent pas dans la région ; ils coexistent¹⁴⁵. La population locale, interviewée par des officiels de la MONUC, dit que les FARDC opèrent dans ces régions où aucun problème de sécurité n'existe et évitent les zones où ils existent¹⁴⁶.

NATURAL RESOURCES

La présence des FARDC dans la région peut s'expliquer par les mêmes motivations que celles qui y attirent les FDLR : ses richesses minérales. A Shabunda, plusieurs concessions abandonnées de la "Société Minière et Industrielle du Kivu" (Sominki) y sont situées¹⁴⁷. La 11^{ème} brigade a dans le territoire d'intérêts importants dans le trafic minier. Ils gèrent le trafic dans la ville de Shabunda – le centre commercial le plus important de la région – et le transport depuis Tshonka, la piste d'atterrissage à partir de laquelle la plupart des minerais est acheminée à Bukavu (ENCADRE 15). -

ENCADRE 15 : Exemples de l'implication des militaires des FARDC dans le commerce des minéraux dans le territoire de Shabunda

A Shabunda:

- Le lieutenant Colonel Nyamusheba Aroni, le commandant de la 11^{ème} brigade, décide du prix des minéraux à travers des intermédiaires civils, notamment : Gérard Sanduku et un certain 'Vital'. Ils achètent les minéraux et vendent la bière pour son compte¹⁴⁸.
- La 11^{ème} brigade perçoit des taxes sur les cargos aériens qui partent pour Bukavu¹⁴⁹. Les commerçants doivent payer 0,3\$ pour chaque kilo de coltan ou de cassitérite¹⁵⁰.
- Dans les mines aux alentours de Shabunda, des soldats des FARDC perçoivent des taxes illégales sur les 'creuseurs'. Le revenu que rapportent ces taxes est destiné à la hiérarchie militaire de Bukavu.
- A Matili (30 km de Shabunda) :
- Le prix de l'or est fixé par le commandant militaire le Major Kagizi. Il participe à des réunions de la FEC (Fédération des Entreprises du Congo).

A Tshonka

- Les militaires des FARDC nomment (et licencient) le personnel qui travaille pour Agefreco et Congocom.
- La 11^{ème} brigade perçoit des taxes sur tout le fret aérien qui part pour Bukavu¹⁵¹.
- Des soldats creusent à la recherche de cassitérite sur le terrain d'atterrissage endommageant ainsi la piste.

A Lulingu

- Les FDLR et les FARDC se sont partagées les zones minières près de Lulingu. Les FARDC gèrent les puits des mines jusqu'à la rivière de Ezeza (à l'est de Lulingu). À partir de là, les activités minières sont contrôlées par les FDLR. Les deux groupes ne s'attaquent pas.

¹⁴⁵ Source écrite confidentielle de la MONUC, novembre 2007.

¹⁴⁶ Source écrite confidentielle de la MONUC, mars 2007.

¹⁴⁷ Pour cette raison, le territoire de Shabunda a été l'objet d'âpre dispute entre les belligérants durant les guerres au Congo et la période de transition.

¹⁴⁸ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en décembre 2007 et janvier 2008 par des chercheurs locaux.

¹⁴⁹ Les soldats et les compagnies de transport organisent ensemble les transports. Les FARDC peuvent charger 100 kg gratuitement sur chaque vol à partir de ou à destination de Bukavu.

¹⁵⁰ Ibidem.

¹⁵¹ Ibidem.

Chaque mois, un minimum de 70 tonnes de cassitérite provenant de Shabunda arrive à Bukavu. La grande majorité (60 tonnes) est acheminée par les airs de la piste d'atterrissage de Tshonka, le reste (7 à 10 tonnes) arrive de la ville de Shabunda¹⁵².

Ces derniers temps, de plus en plus de diamants sont découverts dans l'ouest de Shabunda. Cela ne fera que rendre la région encore plus attirante aux yeux de la 11^{ème} brigade. Shindano près de Minoro est une de ces nouvelles mines. Parmi les 'creuseurs' dans cette mine, on trouve beaucoup de Maï-Maï démobilisés. Les petits négociants qui achètent des pierres précieuses travaillent pour une négociante basée à Lulingu et qui serait la sœur du commandant de la région Tshikwej.

Les soldats sur l'île d'Idjwi ont peu de raison d'être là. L'île n'a que peu d'intérêt stratégique et elle n'a jamais été un enjeu dans aucune des guerres du Congo. Il n'y a ni soldats rwandais ni d'autres groupes armés responsables de l'insécurité. Sur au moins deux sites miniers sur Idjwi, il y a une présence de l'armée¹⁵³. Dans certaines mines, les relations entre les soldats et ceux qui travaillent dans l'exploitation de la mine sont bonnes. Dans de tels cas, les soldats étaient souvent recrutés parmi la population locale et reçoivent de l'argent supplémentaire des exploitants en échange de la sécurisation de la mine¹⁵⁴. Toutefois, dans d'autres sites, les relations sont moins harmonieuses. A Kamole (Bunyakiri), par exemple, les soldats des FARDC sont considérés comme posant un problème de sécurité. Kamole est une mine de wolframite (minerai de tungstène) située dans le nord de l'île où plus de 1 000 'creuseurs' sont en activités. Approximativement 50 soldats sont présents dans la mine. La nuit, ils engagent des jeunes pour creuser des minéraux pour le compte de ceux-ci dans les puits appartenant à la population locale¹⁵⁵. Ils volent et extorquent les mineurs¹⁵⁶. Le prix de la wolframite sur les cours mondiaux a pris énormément de valeur¹⁵⁷. Alors que deux ans auparavant, la wolframite était vendue à 60 dollars l'unité, en février 2008, elle valait 260 dollars¹⁵⁸. Le prix élevé rend les mines de wolframite plus attirantes pour les hommes armés.

¹⁵² Source écrite confidentielle de la MONUC, novembre 2007.

¹⁵³ Kamole (Bunyakiri) et Nyamakinga.

¹⁵⁴ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en décembre 2007 par un chercheur local.

¹⁵⁵ Recherches pour le compte d'IPIS, menées en février 2008 par un chercheur local.

¹⁵⁶ Ibidem.

¹⁵⁷ Division des Mines du Province du Nord-Kivu, Note technique n° Divimines-geo/354/7.0/010/2007, Novembre 2007, 9p.

¹⁵⁸ <http://www.playfairmining.com/s/AboutTungsten.asp>

Conclusions

L'Est de la DRC reste affecté par des conflits violents. La région centrale est le 'Petit Nord' où deux grands groupes armés, une coalition de bandes armées de plus petite taille et l'armée gouvernementale sont tous impliqués dans une bataille continue causant d'énormes souffrances humaines. Dans les régions voisines du 'Grand Nord' et du nord du Sud-Kivu, une guerre ouverte n'a plus lieu mais une présence considérable des groupes armés continue de poser des problèmes de sécurité.

Dans ce rapport, nous avons essayé de mettre à jour les principales motivations des conflits en analysant les positions et les comportements des groupes armés impliqués.

Actuellement, Laurent Nkunda et son CNDP combattent les trois autres parties belligérantes. Il ne semble pas que le CNDP veuille faire sécession d'avec l'Etat congolais car il ne contrôle pas de chef-lieu administratif. Il n'a pas non plus essayé d'en contrôler un depuis son lancement.

Le CNDP a dressé une liste des objectifs principaux basée sur ses griefs qui constituent sa raison d'exister. En regardant ses objectifs et le reste du discours du CNDP, Nkunda se considère clairement comme le défenseur de la population tutsie en RDC. Dans une certaine mesure, le discours correspond à la réalité. Le CNDP s'est positionné dans ces régions où auparavant vivaient les Tutsis congolais. Par ailleurs, il combat activement les FDLR qu'il considère comme une menace sérieuse pour son peuple. Le CNDP agit en fonction de ses griefs mais dans sa lutte contre les FDLR il commet un nombre considérable de graves violations des droits de l'homme. Le bien-être de son peuple ne semble pas toujours une priorité. En décembre 2007, Nkunda a sérieusement mis leur vie en danger en utilisant son propre peuple comme bouclier humain.

Le CNDP ne protège pas uniquement les intérêts des Tutsis en général mais également les intérêts économiques spécifiques de certains de ses membres et sympathisants. Il contrôle les pâturages utilisés par plusieurs riches éleveurs de bovins et deux régions minières.

De nombreux membres des FDLR vivent en RDC depuis 14 ans. Ils affirment que leur lutte n'est pas dirigée contre le gouvernement de la RDC mais contre le Rwanda. Il est vrai qu'ils n'ont jamais utilisé leur force militaire pour contrôler politiquement le Congo. Depuis 2005, ils ne mènent plus d'attaques armées sur le sol rwandais. Ils disent chercher une solution pacifique au travers d'un dialogue inter-rwandais quand les conditions de sécurité seront réunies dans leur pays d'origine. Les doléances des FDLR semblent une explication plausible de leur comportement sur le terrain. Ils ont adopté une attitude défensive et ils préfèrent se cacher au lieu de lancer des opérations contre le Rwanda.

Toutefois, le fait est que les FDLR portent des armes qu'elles utilisent fréquemment contre le CNDP, pour commettre des abus contre les civils et pour s'enrichir. Elles ont peut-être choisi de vivre en clandestinité à la dure, mais elles sont également impliquées dans divers types de trafic tels que l'exploitation minière illégale et le trafic de drogue. Pour certains membres des FDLR, il est probablement plus intéressant de continuer ce genre de commerce que de retourner au Rwanda. Le petit groupe 'd'ex-génocidaires' a particulièrement un intérêt dans le maintien du statu quo.

La coalition des Mai-Mai du PARECO prétend défendre les Congolais contre les groupes armés étrangers. Le PARECO porte un jugement modéré sur les

FDLR alors qu'ils sont clairement véhéments à l'encontre du CNDP. Ils veulent conquérir les terres qui selon eux sont occupées illégalement par le CNDP et les Tutsis. Les Mai-Mai veulent empêcher la création d'un 'Tutsiland'. Le PARECO est une force offensive qui agit en fonction de ses doléances.

L'autre petite bande de Mai-Mai actifs, le groupe de l'enfant de Baraka, semble avoir perdu toute motivation valable. Les Mai-Mai de Baraka occupent des zones peu peuplées mais comme ils sont aussi à l'origine d'attaques violentes contre des villages plus grands (et même contre Butembo), il est difficile de défendre l'idée selon laquelle ils se cachent ou qu'ils essaient de survivre. En fait, ils sont tout simplement devenus des bandits.

Les FARDC sont les défenseurs officiels de l'Etat congolais et de sa population. Elles doivent mettre en œuvre la politique militaire de leur gouvernement et assurer la sécurité de leur population. En décembre 2007, les FARDC étaient impliquées dans des opérations militaires contre le CNDP dans les territoires de Rutshuru et de Masisi. La majorité de leurs forces dans la région sont déployées dans ces territoires et a participé à l'offensive. Toutefois, en marge du conflit central, des unités militaires conservent leur position dans des zones reculées où leur principale motivation est de s'enrichir, elles et leurs supérieurs.

Contrairement à l'accord de Nairobi du 9 novembre 2007, l'armée congolaise coopère plutôt avec les FDLR, au lieu de les combattre¹⁵⁹.

¹⁵⁹ L'accord de Nairobi a été signé par les gouvernements congolais et rwandais. Selon cet accord, le gouvernement de la RDC s'engageait à régler le problème (militairement) des FDLR.

Recommandations

Les recommandations suivantes sont des suggestions portant sur :

- la manière dont les motivations des groupes armés pourraient être enlevées.
- Comment affecter les FARDC à la seule mission qu'elles devraient remplir, à savoir protéger la population et défendre le pays.

Concernant les motivations du CNDP

- Les FDLR devraient se retirer des lignes de front contre le CNDP.
- Les FDLR devraient se retirer de Rutshuru et de Masisi.
- Le gouvernement du Rwanda devrait publier la liste des membres des FLDR qui sont soupçonnés de génocide, liste attendue depuis longtemps.
- Les FDLR devraient prendre leurs distances par rapport aux membres suspectés de génocide et les expulser de leur mouvement.

- Le PARECO devrait rompre son alliance avec les FDLR.
- Le PARECO devrait abandonner son discours raciste.
- Le PARECO devrait se retirer des lignes de front contre le CNDP.

- Des représentants de toutes les communautés devraient être consultés sur la question de la redistribution des terres et du retour des réfugiés dans le 'Petit Nord'. Cela ne pourra pas se faire sans le soutien de la communauté internationale.

- Les FARDC devraient se distancier du PARECO et des FDLR et ne pas permettre leur présence au front. En conséquent, les FARDC devraient se positionner entre le CNDP et les FDLR/PARECO.

Concernant les FDLR

- Le CNDP devrait se retirer de la zone frontalière de Rutshuru et Masisi.
- Les négociations militaires portant sur la participation des troupes du CNDP dans le processus de 'brassage' devraient être poursuivies.

- Les pressions diplomatiques devraient être exercées sur le Rwanda (et la RDC) pour entamer les négociations avec les FDLR épurées de leurs derniers génocidaires.
- Les FDLR démobilisées devraient avoir la possibilité de se réinstaller en RDC mais loin des zones sous contrôle des FDLR.

- Les FARDC ne devraient pas lancer d'opérations militaires d'envergure contre les FDLR avant d'avoir épuisé toutes les voies diplomatiques.

- La suspension des activités minières à Walikale devrait être étendue à d'autres régions où il y a une présence des FDLR. Il est impossible de contrôler tous les sites de production mais les transports pourraient être suspendus.

Concernant les Mai-Mai

- Le CNDP devrait se retirer des zones frontalières de Rutshuru et Masisi.
- Les négociations militaires sur l'introduction des troupes du CNDP dans le processus de 'brassage' doivent se poursuivre.
- Le gouvernement congolais devrait chercher un interlocuteur politique dans la

- communauté tutsie autre que le CNDP.
- Les Tutsis congolais ont besoin de s'organiser au sein d'un mouvement politique qui ne soit pas entaché d'une réputation aussi mauvaise que celle du CNDP et de ses chefs militaires. Une délégation de membres modérés du CNDP pourrait en faire partie. Ce mouvement devrait se présenter avec une liste crédible de doléances et de revendications et ne prendre aucune mesure provocatrice comme déclarer la 'République des Volcans'.
 - Le CNDP devrait s'abstenir de toutes négociations politiques supplémentaires.
 - Il faudrait exercer des pressions diplomatiques contre le Rwanda pour qu'il arrête de soutenir logistiquement le CNDP.
 - Le CNDP devrait se retirer de la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda. La zone frontalière avec ces deux pays devrait être surveillée en continu par les FARDC et la MONUC. La MONUC et les FARDC devraient trouver un moyen de sécuriser ou du moins surveiller l'espace aérien congolais près de la frontière.
 - Les questions de la distribution des terres et du retour des réfugiées dans le 'Petit Nord' doivent être abordées avec les représentants de toutes les communautés. Cela ne peut pas se faire sans le soutien de la communauté internationale.
 - Il faut adresser un ultimatum au groupe de l'enfant Baraka pour qu'il se rende. Si cet ultimatum était ignoré, il faudrait lancer une opération militaire.

Concernant les FARDC

- Les FARDC doivent de toute urgence poursuivre leurs réformes à tous les niveaux afin d'améliorer la discipline et le moral de leurs troupes. Un soutien international supplémentaire serait nécessaire. Le paiement régulier et satisfaisant des soldes est essentiel.
- Une politique dans toute la nation doit être adoptée à l'égard des unités des FARDC impliquées dans des activités illégales (minières et autres). Il faut faire des exemples parmi les commandants aussi bien qu'auprès des fantassins.

Annexe 1: Liste des abréviations

ADF/NALU	Allied Democratic Forces/National Army for the Liberation of Uganda
ANC	Armée Nationale Congolaise
ALiR	Armée de Libération du Rwanda
ASM	Artisanal and Small-scale Mining
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
DGM	Direction Générale de Migration
EITI	Extractive Industries Transparency Initiative
ENRA	Enzyme Refiners Association
EUSEC	European Communications Security & Evaluation Agency of the Military Committee
FAPL	Forces Armées Populaires pour la Libération
FAR	Forces Armées Rwandaises
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
GMB	Groupe Minier Bangandula
IPIS	International Peace Information Service
IOB	Institute of Development Policy and Management
ISS	Institute for Security Studies
IVP/LPI	Institut Vie et Paix/Life and Peace Institute
MDRP	Multi-Country Demobilization and Reintegration Program
MHI	Mwangachuchu Hizi International
MLC	Mouvement pour la Libération du Congo
MONUC	Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MPC	Mining Processing Congo
MRAC	Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren
MRC	Mouvement des Révolutionnaires Congolais
PARECO	Patriotes résistants congolais
PG	Prisonnier de guerre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-K/ML	RCD-Kisangani/Mouvement de Libération
RDC	République Démocratique du Congo
RDF	Rwanda Defence Forces
RDR	Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda
RGC	Référentiel Géographique Commun
RPF	Rwandan Patriotic Front
RUD	Ralliement pour l'Unité et la Démocratie
UNJLC	United Nations Joint Logistics Center
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
UPDI	Union Paysanne pour le Développement Intégral

Annexe 2: comment utiliser les cartes internet

- Sélectionner une carte dans le menu déroulant à droite de l'écran (la carte 'Rapports' apparaît dans le menu, soit la dernière carte de la liste. Mais en réalité, la carte que vous voyez est la carte générale de l'Est de la RDC).
- Vous pouvez changer le niveau de détail des cartes en zoomant. Les cartes sont disponibles à trois échelles différentes : 1:3000000 (vue initiale), 1:1500000 et 1:500000. Pour zoomer, glissez le bouton dans le coin inférieur gauche vers le signe plus ou faites rouler la roulette de la souris. Pour des raisons de clarté, certains éléments de la carte sont cachés quand on visionne la carte à une plus grande échelle mais ils apparaissent quand on zoome.
- Vous pouvez facilement naviguer dans la carte en la déplaçant avec le pointeur de la souris. En double-cliquant sur une position, celle-ci apparaît au centre de la carte.
- Les cartes présentent une fonction de recherche géographique et thématique avancée qui localise des séries de lettres.
- En cliquant sur le bouton 'Carte de localisation', une petite carte générale apparaît dans une nouvelle fenêtre dans le coin supérieur gauche de l'écran.
- Chaque carte est pourvue d'une légende.
- Vous pouvez effectuer une recherche thématique en cliquant sur le bouton 'Listes'. En cliquant sur un élément de la liste (ou des listes), cet élément apparaît automatiquement dans la carte avec un zoom. En même temps un tableau apparaît présentant les informations sur l'élément de la carte.
- Vous pouvez rechercher les mêmes informations sur les éléments de la carte en cliquant sur l'élément directement sur la carte (le curseur de la souris doit d'abord prendre la forme d'une main).

Merci de prendre note des points suivants :

- la carte 'Incidents' (Violations des droits de l'homme et Combats) : en cliquant sur un symbole sur la carte, un seul tableau apparaîtra pour ce lieu précis, c.-à-d. un tableau contenant des informations sur un seul incident, alors que dans certains cas, plusieurs violations ont été commises ou plusieurs combats ont eu lieu dans un même endroit. Vous pouvez rechercher l'information complète sur tous les incidents dans un lieu précis en choisissant la fonction 'Listes' dans l'écran en bas.
- La carte 'Rapports' : en cliquant sur le symbole bleu 'info' sur la carte, une fenêtre apparaît contenant un seul rapport sur ce lieu, alors que souvent, plusieurs rapports sont disponibles. Pour trouver les liens vers ces rapports, il suffit de sélectionner la fonction 'Listes' dans l'écran en bas.
- En cliquant sur un symbole dans une carte spécifique, un tableau d'information peut apparaître depuis une autre carte. Dans ce cas, il faut cliquer sur le bouton 'rafraîchir' et recommencer.